

COLLECTION LES CAHIERS

Otto Rühle
**LA RÉVOLUTION
N'EST PAS UNE
AFFAIRE DE PARTI**

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME COMMENCE
PAR LA LUTTE CONTRE LE BOLCHEVISME

Précédé de
Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand
par Paul Mattick

Traduit de l'allemand

entremonde

AAUD	Union Générale du Travail Allemand
AAUD-E	Union générale des travailleurs d'Allemagne (Organisation <i>dite</i> unitaire)
IC	Internationale Communiste
KAPD	Parti communiste ouvrier d'Allemagne
KPD	Parti communiste d'Allemagne
SPD	Parti social-démocrate d'Allemagne

I

L'activité d'Otto Rühle dans le mouvement ouvrier allemand fut liée au travail de petites minorités à l'intérieur et à l'extérieur des organisations ouvrières officielles. Les groupes auxquels il a directement adhéré n'eurent à aucun moment une importance véritable. Et même à l'intérieur de ces groupes il occupa une position spéciale ; il ne put jamais s'identifier complètement à aucune organisation. Il ne perdit jamais de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière quelle que soit la stratégie politique qu'il ait soutenue à un moment particulier.

Il ne pouvait pas considérer les organisations comme une fin en soi mais simplement comme des moyens pour établir des relations sociales réelles et pour le développement plus complet de l'individu. À cause de ses larges conceptions sur la vie, il fut par moments accusé d'apostasie, et pourtant il mourut comme il avait vécu. Socialiste dans le sens réel du mot.

Aujourd'hui, tout programme et toute désignation ont perdu leur sens ; les socialistes parlent un langage capitaliste, les capitalistes un langage socialiste, et tout le monde croit à tout et à rien. Cette situation est simplement l'aboutissement d'une longue évolution commencée par le mouvement ouvrier lui-même. Il est maintenant tout à fait

* Le texte de Paul Mattick: *Otto Rühle and the German Labour Movement* a vraisemblablement été écrit en 1945, peu après la mort en 1943 d'Otto Rühle.

clair que seuls ceux qui, dans le mouvement ouvrier traditionnel, ont fait opposition à ses organisations non démocratiques et à leurs tactiques, peuvent être appelés proprement socialistes. Les chefs ouvriers d'hier et d'aujourd'hui n'ont pas représenté et ne représentent pas un mouvement d'ouvriers, mais un mouvement capitaliste d'ouvriers. C'est en se tenant en dehors de ce mouvement qu'il est possible de travailler en vue de changements sociaux décisifs. Le fait que Rühle soit resté un indépendant, même à l'intérieur des organisations ouvrières dominantes, est une preuve de sa sincérité et de son intégrité. Sa pensée toute entière fut cependant déterminée par le mouvement auquel il s'opposait et il est nécessaire d'en analyser les caractéristiques pour comprendre l'homme lui-même.

Le mouvement ouvrier officiel ne fonctionnait ni en accord avec son idéologie primitive, ni en accord avec ses intérêts immédiats réels. Pendant un certain temps, il servit d'instrument de contrôle pour les classes dirigeantes. Perdant d'abord son indépendance, il dut bientôt perdre son existence même. Les intérêts investis en régime capitaliste ne peuvent se maintenir que par l'accumulation du pouvoir. Le processus de concentration du capital et du pouvoir politique contraint tout mouvement socialement important à tendre soit à détruire le capitalisme, soit à le servir de façon conséquente. L'ancien mouvement ouvrier ne pouvait pas réaliser ce dernier point et n'avait ni la volonté ni la capacité de réaliser le premier. Contraint à être un monopole parmi les autres, il fut balayé par le développement capitaliste qui tend à la direction monopoliste des monopoles.

Dans son essence, l'histoire de l'ancien mouvement ouvrier est l'histoire du marché capitaliste abordé d'un point de vue prolétarien. Les *lois du marché* devaient être utilisées en faveur de la force de travail en tant que marchandise. Les actions collectives devaient aboutir aux salaires les plus élevés possibles. Le *pouvoir économique* ainsi obtenu devait être consolidé par voie de réforme sociale. Pour obtenir les plus hauts profits possibles, les capitalistes renforçaient la direction organisée du marché. Mais cette opposition entre le capital et le travail exprimait en même temps une identité d'intérêts. L'un et l'autre encouragent la réorganisation monopoliste de la société capitaliste, bien qu'assurément, derrière leurs activités consciemment dirigées, il n'y ait finalement rien d'autre que le besoin d'expansion du capital même. Leur politique et leurs aspirations, quoique tenant compte de faits et de besoins particuliers, étaient cependant déterminées par le caractère fétichiste de leur système de production.

Mis à part le fétichisme de la marchandise, quelque signification que les *lois du marché* puissent prendre par rapport à des pertes ou à des gains particuliers, et bien qu'elles puissent être utilisées par tel ou tel groupement d'intérêts, en aucun cas elles ne peuvent être utilisées en faveur de la classe ouvrière prise comme un tout. Ce n'est pas le marché qui détermine les relations sociales régnautes et gouverne le peuple, mais plutôt le fait qu'un groupe séparé dans la société possède ou dirige à la fois les moyens de production et les instruments d'oppression. Les conditions du marché, quelles qu'elles soient, favorisent toujours le Capital. Et si

elles ne le font pas, elles seront transformées, repoussées ou complétées par des forces plus directes, plus puissantes, plus fondamentales, qui sont inhérentes à la propriété ou à la gestion des moyens de production.

Pour vaincre le capitalisme, l'action en dehors des rapports du marché capital/travail est nécessaire, action qui en finit à la fois avec le marché et les rapports de classe. Limité à l'action à l'intérieur de la structure capitaliste, l'ancien mouvement ouvrier menait la lutte dès ses premiers instants dans des conditions inégales. Il était voué à se détruire lui-même ou à être détruit de l'extérieur. Il était destiné à être brisé de l'intérieur par sa propre opposition révolutionnaire qui donnerait naissance à de nouvelles organisations, ou condamné à être anéanti par le passage capitaliste de l'économie marchande à l'économie marchande dirigée, avec les changements politiques qui l'accompagnent. Dans les faits, ce fut cette seconde éventualité qui se réalisa, car l'opposition révolutionnaire à l'intérieur du mouvement ouvrier ne réussit pas à se développer. Elle avait une voix mais pas la force et pas d'avenir immédiat, alors que la classe ouvrière venait de passer un demi-siècle à construire une forteresse à son ennemi capitaliste et une immense prison pour elle-même, sous la forme du mouvement ouvrier. Toutefois, il est nécessaire de distinguer des hommes comme Otto Rühle pour décrire l'opposition révolutionnaire moderne, bien que le fait de mettre en avant des individus soit exactement à l'opposé de son propre point de vue et à l'opposé des besoins des ouvriers qui doivent apprendre à penser en

termes de classes plutôt qu'en termes de personnalités révolutionnaires.

II

La première guerre mondiale et la réaction positive du mouvement ouvrier devant le carnage ne surprirent que ceux qui n'avaient pas compris la société capitaliste et les succès du mouvement ouvrier à l'intérieur des limites de cette société. Mais peu les comprirent vraiment. Tout comme l'opposition d'avant-guerre à l'intérieur du mouvement ouvrier peut être mise en lumière en citant l'œuvre littéraire et scientifique de quelques individus au nombre desquels il faut compter Rühle, de même l'opposition ouvrière contre la guerre peut aussi s'exprimer par les noms de Liebknecht, Luxembourg, Mehring, Rühle et d'autres. Il est tout à fait révélateur que l'attitude d'opposition à la guerre, pour être un tant soit peu efficace, dut d'abord se procurer une autorisation parlementaire. Elle dut être mise en scène sur les tréteaux d'une institution bourgeoise, montrant ainsi ses limites dès son apparition. En fait, elle ne servit que de prémice au mouvement bourgeois libéral pour la paix qui aboutit en fin de compte à mettre fin à la guerre, sans bouleverser le statu quo capitaliste. Si, dès le début, la plupart des ouvriers étaient derrière la majorité belliciste, ils ne furent pas moins nombreux à suivre l'action de leur bourgeoisie contre la guerre qui se termina avec la République de Weimar. Les mots d'ordre contre la guerre, quoique lancés par les révolutionnaires, firent simplement office de garde-fous au service de la politique bourgeoise

et finirent là où ils étaient nés : dans le parlement démocratique bourgeois.

L'opposition véritable à la guerre et à l'impérialisme fit son apparition sous la forme des désertions de l'armée et de l'usine et dans la prise de conscience grandissante, de la part de beaucoup d'ouvriers, de ce que leur lutte contre la guerre et l'exploitation devait englober la lutte contre l'ancien mouvement ouvrier et toutes ses conceptions. Cela parle en faveur de Rühle que son nom disparut très vite du tableau d'honneur de l'opposition contre la guerre. Il est clair, naturellement, que Liebknecht et Luxembourg ne furent célébrés au début de la seconde guerre mondiale que parce qu'ils moururent longtemps avant que le monde en guerre ne fût ramené à la *normale* et n'eût besoin de héros ouvriers défunts pour soutenir les chefs ouvriers vivants qui mettaient à exécution une politique *réaliste* de réformes ou se mettaient au service de la politique étrangère de la Russie bolchevique.

La première guerre mondiale révéla, plus que toute autre chose, que le mouvement était une partie et une parcelle de la société bourgeoise. Les différentes organisations de tous les pays prouvèrent qu'elles n'avaient ni l'intention ni les moyens de combattre le capitalisme, qu'elles ne s'intéressaient qu'à garantir leur propre existence à l'intérieur de la structure capitaliste. En Allemagne, ce fut particulièrement évident parce que, à l'intérieur du mouvement international, les organisations allemandes étaient les plus étendues et les plus unifiées. Pour ne pas renoncer à ce qui avait été construit depuis les lois anti-socialistes de Bismarck,

l'opposition minoritaire à l'intérieur du parti socialiste fit preuve d'une contrainte volontaire sur elle-même à un point inconnu dans les autres pays. Mais, alors, l'opposition russe exilée avait moins à perdre ; elle avait de plus rompu avec les réformistes et les partisans de la collaboration de classes une décennie avant l'éclatement de la guerre. Et il est très difficile de voir dans les douceâtres arguments pacifistes du Parti Travailleiste Indépendant une opposition réelle au social-patriotisme qui a saturé le mouvement ouvrier anglais. Mais on attendait davantage de la gauche allemande que de tout autre groupe à l'intérieur de l'Internationale, et son attitude à l'éclatement de la guerre fut de ce fait particulièrement décevante. Mises à part les conditions psychologiques individuelles, cette attitude fut le résultat du fétichisme de l'organisation qui régnait dans ce mouvement.

Ce fétichisme exigeait la discipline et l'attachement strict aux formules démocratiques, la minorité devant se soumettre à la volonté de la majorité. Et bien qu'il soit évident que, dans les conditions du capitalisme, ces formules cachent simplement des faits tout opposés, l'opposition ne réussit pas à saisir que la démocratie intérieure du mouvement ouvrier n'était pas différente de la démocratie bourgeoise en général. Une minorité possédait et dirigeait les organisations, tout comme la minorité capitaliste possède et dirige les moyens de production et l'appareil de l'État. Dans les deux cas, les minorités, par la vertu de la direction, déterminent le comportement des majorités. Mais, par la force des procédures traditionnelles, au

nom de la discipline et de l'unité, gênée mais allant à l'encontre de son intime conviction, cette minorité opposée à la guerre soutint le chauvinisme social-démocrate. Il n'y eut en août 1914 qu'un homme au Reichstag – Fritz Kunert – qui ne fut pas capable de voter pour les crédits de guerre, mais qui ne fut pas capable non plus de voter contre eux ; et ainsi, pour satisfaire sa conscience, il s'abstint de voter et l'un et l'autre.

Au printemps 1915, Liebknecht et Rühle furent les premiers à voter contre les crédits de guerre. Ils restèrent seuls un bon moment et ne trouvèrent de nouveaux compagnons qu'au moment où les chances d'une paix victorieuse disparaurent du jeu d'échecs militaire. Après 1916, l'opposition radicale à la guerre fut soutenue et bientôt engloutie par un mouvement bourgeois en quête d'une paix négociée, mouvement qui, finalement, devait hériter du fonds de faillite de l'impérialisme allemand.

En tant que contrevenants à la discipline, Liebknecht et Rühle furent expulsés du groupe social-démocrate du Reichstag. Avec Rosa Luxembourg, Franz Mehring et d'autres, plus ou moins oubliés maintenant, ils organisèrent le groupe *Die Internationale*, publiant une revue du même nom pour exposer l'idée d'internationalisme dans le monde en guerre. En 1916, ils organisèrent le *Spartakusbund* qui collaborait avec d'autres formations de l'aile gauche, comme les *Internationalen Sozialiste* avec Julien Borchardt comme porte-parole, et le groupe formé autour de Johann Knief et du journal radical de Brême *Arbeiterpolitik*. Rétrospectivement, il semble que ce dernier groupe était le plus

avancé, c'est-à-dire le plus avancé dans son éloignement des traditions social-démocrates et par son orientation vers de nouvelles façons d'aborder la lutte de classes prolétarienne. À quel point le *Spartakusbund* était encore attaché au fétichisme de l'organisation et de l'unité qui dominait le mouvement ouvrier allemand, cela fut mis en lumière par son attitude oscillante concernant les premières tentatives de donner une nouvelle orientation au mouvement socialiste international à Zimmerwald et à Kienthal. Les spartakistes n'étaient pas favorables à une rupture nette avec le vieux mouvement ouvrier dans le sens de l'exemple plus précoce donné par les bolcheviks. Ils espéraient encore amener le parti à leur propre position, et éviter soigneusement toute politique de rupture irréconciliable. En avril 1917, le *Spartakusbund* s'unit au Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne (USPD) qui formait le centre de l'ancien mouvement ouvrier mais qui ne voulait plus couvrir le chauvinisme de l'aile majoritaire conservatrice du parti. Relativement indépendant, quoiqu'encore à l'intérieur du Parti Socialiste Indépendant, le *Spartakusbund* ne quitta cette organisation qu'à la fin de l'année 1918.

III

À l'intérieur du *Spartakusbund*, Otto Rühle partagea la position de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, qui avait été attaquée par les bolcheviks comme inconséquente. Inconséquente, elle l'était, mais pour des raisons pertinentes. Au premier regard, cette position semblait basée sur l'illusion que le Parti Social-Démocrate pouvait être réfor-

mé. Avec le changement de circonstances, espérait-on, les masses cesseraient de suivre leurs chefs conservateurs pour soutenir l'aile gauche du parti. Et bien que de telles illusions aient vraiment existé, d'abord au sujet du vieux parti et plus tard au sujet des socialistes indépendants, elles n'expliquent pas l'hésitation de la part des chefs spartakistes à s'engager dans les voies du bolchevisme. En réalité, les spartakistes se trouvaient devant un dilemme quelle que fût la direction dans laquelle ils portaient leurs regards. En ne rompant pas au bon moment avec la social-démocratie, ils avaient manqué l'occasion de constituer une organisation forte, capable de jouer un rôle décisif dans les soulèvements sociaux attendus. Cependant, en considérant la situation réelle en Allemagne, en considérant l'histoire du mouvement ouvrier allemand, il était très difficile de croire à la possibilité de former rapidement un contre-parti opposé aux organisations ouvrières dominantes. Naturellement, il aurait été possible de former un parti à la façon de Lénine : un parti de révolutionnaires professionnels ayant pour but d'usurper le pouvoir, si nécessaire contre la majorité de la classe ouvrière. Mais c'était ce à quoi, précisément, les gens autour de Rosa Luxembourgeois n'aspiraient pas. À travers les années de leur opposition au réformisme et au révisionnisme, ils n'avaient jamais raccourci la distance qui les séparait de la « gauche » russe, de la conception de Lénine de l'organisation et de la Révolution. Au cours de vives controverses, Rosa Luxembourgeois avait indiqué clairement le fait que les conceptions de Lénine étaient de nature jacobine et inapplicables en Europe occidentale où

ce n'était pas une révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour mais une révolution prolétarienne. Bien qu'elle aussi parlât de la dictature du prolétariat, cette dictature signifiait pour elle, «la manière d'appliquer la démocratie – non pas son abolition – devant être l'œuvre de la classe, et non celle d'une petite minorité au nom de la classe», ce qui la distinguait de Lénine.

De façon aussi enthousiaste que Liebknecht, Luxembourg et Rühle ont salué le renversement du tsarisme. Ils n'abandonnèrent pas pour autant leur attitude critique. Ils n'oublèrent ni le caractère du parti bolchevique, ni les limites historiques de la révolution russe. Mais en dehors des réalités immédiates et du résultat final de cette révolution, il fallait la soutenir comme première rupture dans le front impérialiste, et comme signe avant-coureur de la révolution allemande attendue. Beaucoup de signes de la proximité de cette dernière étaient apparus dans des grèves, des émeutes de la faim, des mutineries et toutes sortes de faits de résistance passive. Mais l'opposition grandissante contre la guerre et la dictature de Ludendorff ne trouvait aucune expression organisationnelle qui atteignit une extension considérable. Au lieu d'évoluer vers la gauche, les masses suivaient leurs vieilles organisations et s'alignaient sur la bourgeoisie libérale. Les soulèvements dans la marine allemande et enfin la révolte de novembre furent menés dans l'esprit de la social-démocratie, c'est-à-dire dans l'esprit de la bourgeoisie allemande vaincue.

La révolution allemande est apparue comme ayant plus de portée qu'elle n'en a réellement eu. L'enthousiasme

spontané des ouvriers tendait bien plus à finir la guerre qu'à changer les relations sociales existantes. Les revendications exprimées dans les conseils d'ouvriers et de soldats ne dépassaient pas les possibilités de la société bourgeoise. Même la minorité révolutionnaire, et particulièrement le *Spartakusbund*, ne réussit pas à développer un programme révolutionnaire cohérent. Ses revendications politiques et économiques étaient de nature ambivalentes. Elles étaient établies pour un double usage, comme revendications destinées à être acceptées par la bourgeoisie et ses alliés sociaux-démocrates, et comme mots d'ordre d'une révolution qui devait en finir avec la société bourgeoise et ses défenseurs.

Naturellement, au sein de l'océan de médiocrité que fut la révolution allemande, il y eut des courants révolutionnaires qui réchauffèrent le cœur des radicaux et les amenèrent à s'engager dans des entreprises historiquement tout à fait déplacées. Des succès partiels, dus à la stupéfaction momentanée des classes dominantes et à la passivité générale des grandes masses, épuisées par quatre années de famine et de guerre et qui nourrissaient l'espoir que la révolution pourrait aboutir à une société socialiste. Seulement, personne ne savait réellement à quoi ressemblait la société socialiste et quels pas restaient à franchir pour la faire exister. « Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ». Bien qu'attirant, ce mot d'ordre laissait toutes les questions essentielles ouvertes. Ainsi, les luttes révolutionnaires qui suivirent novembre 1918 ne furent pas déterminées par les plans consciemment élaborés

par la minorité révolutionnaire, mais lui furent imposées par la contre-révolution qui se développait lentement et s'appuyait sur la majorité du peuple. Le fait est que les larges masses allemandes, à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement ouvrier, ne regardaient pas en avant, vers l'établissement d'une nouvelle société, mais en arrière, vers la restauration du capitalisme libéral, sans ses mauvais aspects, ses inégalités politiques, son militarisme et son impérialisme. Elles désiraient simplement qu'on complète les réformes commencées avant la guerre, destinées à l'accomplissement d'un système capitaliste bienveillant.

L'ambiguïté qui caractérisait la politique du *Spartakusbund* fut en grande partie le résultat du conservatisme des masses. Les chefs spartakistes étaient prêts, d'un côté, à suivre la ligne nettement révolutionnaire que désirait la prétendue ultra-gauche, mais de l'autre côté ils restaient persuadés qu'une telle politique ne pouvait avoir de succès, étant donnée l'attitude prédominante des masses et la situation internationale.

L'effet de la révolution russe sur l'Allemagne avait été à peine perceptible. Il n'y avait pas non plus de raisons d'espérer qu'un tournant radical en Allemagne puisse avoir des répercussions supérieures en France, en Angleterre et en Amérique. S'il avait été difficile pour les Alliés d'intervenir en Russie de façon décisive, ils rencontreraient des difficultés moins grandes pour écraser le mouvement communiste allemand. Au sortir de ses victoires militaires, le capitalisme de ces nations s'était considérablement renforcé ; rien n'indiquait réellement que leurs masses patriotes refuseraient

de combattre une Allemagne révolutionnaire plus faible. En tout cas, mises à part des considérations de cet ordre, il y avait peu de raisons de croire que les masses allemandes occupées à se débarrasser de leurs armes reprendraient la guerre contre un capitalisme étranger pour se débarrasser du leur. La politique qui était apparemment la plus «réaliste» vis-à-vis de la situation internationale, et que devaient proposer bientôt Wolfheim et Lauffenberg sous le nom de National-Bolchevisme, était encore non réaliste, étant donné les rapports de forces réels de l'après-guerre. Le plan de reprendre la guerre avec l'aide de la Russie contre le capitalisme des Alliés ne tenait pas compte du fait que les bolcheviks n'étaient ni prêts à participer à une telle aventure, ni capables de le faire. Naturellement les bolcheviks n'étaient pas opposés à l'Allemagne, ni à aucune autre nation créant des difficultés aux impérialistes victorieux ; cependant, ils n'encourageaient pas l'idée d'une nouvelle guerre à large échelle pour propager la *révolution mondiale*. Ils avaient besoin de soutien pour leur propre régime dont le maintien n'était pas encore assuré pour les bolcheviks eux-mêmes, mais ils ne s'intéressaient pas au soutien des révolutions dans les autres pays par des moyens militaires. Suivre à la fois un cours nationaliste indépendant de la question des alliances et en même temps unifier l'Allemagne, une fois de plus, autour d'une guerre de «libération» contre l'oppression étrangère était hors de question. La raison en est que les couches sociales que les «nationaux-révolutionnaires» devaient gagner à leur cause étaient précisément les gens qui avaient mis fin à la guerre avant

la défaite complète des armées allemandes pour prévenir l'extension du « bolchevisme ». Incapables de devenir les maîtres du capitalisme international, ils avaient préféré se maintenir comme ses meilleurs serviteurs. Cependant, il n'y a aucun moyen de traiter les questions allemandes intérieures qui n'impliquerait pas une politique extérieure définie. La révolution allemande radicale était ainsi battue avant même de pouvoir survenir ; battue par le capitalisme allemand et le capitalisme mondial.

La gauche allemande n'eut jamais besoin de considérer sérieusement les rapports internationaux. Ce fut, peut-être, la plus nette indication de son peu d'importance. La question de savoir que faire du pouvoir politique une fois conquis ne fut pas non plus concrètement soulevée. Personne ne semblait croire que ces questions auraient à recevoir une réponse. Liebknecht et Luxembourg étaient persuadés qu'une longue période de lutte de classes se dressait devant le prolétariat allemand sans aucun signe de victoire rapide. Ils voulaient en tirer le meilleur parti et préconisaient le retour au travail parlementaire et syndical. Cependant, dans leurs activités antérieures, ils avaient déjà outrepassé les frontières de la politique bourgeoise ; ils ne pouvaient plus retourner qu'aux prisons de la tradition. Ils avaient rallié autour d'eux la part la plus radicale du prolétariat allemand, qui était résolue maintenant à considérer tout combat comme la lutte finale contre le capitalisme. Ces ouvriers interprétaient la révolution russe en accord avec leurs propres besoins et leur propre mentalité ; ils se souciaient moins des difficultés dissimulées dans l'avenir

que de détruire le plus possible les forces du passé. Il n'y avait que deux voies ouvertes aux révolutionnaires : ou bien tomber avec les forces dont la cause était perdue d'avance, ou bien retourner au troupeau de la démocratie bourgeoise et accomplir le travail social au service des classes dominantes. Pour le vrai révolutionnaire, il n'y avait évidemment qu'une seule voie : tomber avec les ouvriers combattants. C'est pourquoi Eugène Leviné parlait des révolutionnaires comme de personnes « morte en congé », et c'est pourquoi Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht allèrent à la mort presque comme des somnambules. C'est par pur accident qu'Otto Rühle et beaucoup d'autres de la gauche résolue restèrent vivants.

IV

Le fait que la bourgeoisie internationale put terminer sa guerre sans plus de problèmes que la perte temporaire du débouché commercial russe détermina l'histoire entière de l'après-guerre dans sa chute vers la seconde guerre mondiale. Rétrospectivement, les luttes du prolétariat allemand de 1919 à 1923 apparaissent comme des frictions secondaires qui accompagnèrent le processus de réorganisation capitaliste qui suivit la crise de la guerre. Mais il y a toujours eu une tendance à considérer les sous-produits des bouleversements violents dans la structure capitaliste comme des expressions de la volonté révolutionnaire du prolétariat. Les optimistes radicaux toutefois ne faisaient que siffler dans la nuit. La nuit est une réalité et le bruit est encourageant, mais à cette heure tardive, il est inutile de

prendre cela trop au sérieux. Aussi impressionnante que soit l'histoire d'Otto Rühle en tant que révolutionnaire pratique, aussi exaltant soit-il de rappeler les journées d'action prolétariennes à Dresde, en Saxe, en Allemagne – meetings, manifestations, grèves, combats de rues, discussions ardentes, espoirs, craintes, déceptions, amertume de la défaite et souffrances de la prison et de la mort – on ne peut tirer que des leçons négatives de toutes ces tentatives. Toute l'énergie et tout l'enthousiasme ne furent pas suffisants pour opérer un changement social ou pour modifier la mentalité contemporaine. La leçon retirée portait sur ce qu'il ne fallait pas faire. Comment réaliser les besoins révolutionnaires du prolétariat ? On ne l'avait pas découvert.

L'émotion suscitée par les soulèvements fournissait un stimulant illimité. La révolution qui pendant si longtemps avait été une simple théorie et un vague espoir était apparue un moment comme une possibilité pratique. On avait manqué l'occasion, sans doute, mais la chance reviendrait et on la saisirait mieux cette fois. Si les gens n'étaient pas révolutionnaires, du moins « l'époque » l'était, et les conditions de crise qui régnaient révolutionneraient tôt ou tard l'esprit des ouvriers ; si le feu des escouades de la police sociale-démocrate avait mis fin à la lutte, si l'initiative des ouvriers était une fois de plus détruite par l'émascation de leurs conseils au moyen de la légalisation, si leurs chefs agissaient de nouveau non pas avec la classe mais « pour le bien de la classe » dans les différentes organisations capitalistes, la guerre avait révélé que les contradictions fondamentales du capitalisme étaient insolubles et que l'état

de crise était l'état « normal » du capitalisme. De nouvelles actions révolutionnaires étaient probables et trouveraient les révolutionnaires mieux préparés.

Quoique les révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie aient échoué, il y avait encore la révolution russe pour rappeler au monde la réalité des buts prolétariens. Toutes les discussions tournaient autour de cette révolution, et à bon droit, car cette révolution devait déterminer le cours futur de la Gauche allemande. En décembre 1919 se forma le *Parti Communiste Allemand* (KPD). Après l'assassinat de Liebknecht et de Luxembourg, il fut conduit par Paul Levi et Karl Radek. Cette nouvelle direction fut immédiatement attaquée par une opposition de gauche à l'intérieur du parti – opposition à laquelle appartenait Rühle – à cause de la tendance de la direction à défendre le retour à l'activité parlementaire. À la fondation du Parti, ses éléments radicaux avaient réussi à lui donner un caractère antiparlementaire et une direction largement démocratique, ce qui le distinguait du type léniniste d'organisation. Une politique antisyndicale avait aussi été adoptée. Liebknecht et Luxembourg subordonnèrent leurs propres divergences aux vues de la majorité radicale. Mais pas Levi et Radek. Déjà, pendant l'été 1919, ils firent comprendre qu'ils opéreraient une scission au sein du parti pour participer aux élections parlementaires. Simultanément, ils entreprirent une propagande pour le retour au travail syndical, en dépit du fait que le parti était engagé dans la formation de nouvelles organisations, non plus basées sur les métiers ou même les industries, mais

sur les usines. Ces organisations d'usines étaient coalisées en une seule organisation de classe : l'*Union Générale des Travailleurs d'Allemagne* (AAUD). Au Congrès d'Heidelberg en octobre 1919, tous les délégués qui étaient en désaccord avec le nouveau Comité Central et maintenaient la position prise à la fondation du parti communiste furent expulsés. Au mois de février suivant, le Comité Central décida de se débarrasser de tous les secteurs (districts) dirigés par l'opposition de gauche. L'opposition avait le bureau d'Amsterdam de l'Internationale Communiste de son côté, ce qui amena la dissolution de ce bureau par l'Internationale afin de soutenir le bloc Levi-Radek. Et finalement, en avril 1920, l'aile gauche fonda le *Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne* (KAPD). Pendant toute cette période, Otto Rühle était du côté de l'opposition de gauche.

Le KAPD ne se rendait pas compte jusqu'alors que sa lutte contre les groupes entourant Radek et Levi était la reprise de la vieille lutte de la Gauche allemande contre le bolchevisme, et dans un sens plus large contre la nouvelle structure du capitalisme mondial qui prenait forme lentement. Il fut décidé d'entrer dans l'Internationale Communiste (IC).

Le KAPD semblait être plus bolchevique que les bolcheviks. De tous les groupes révolutionnaires, par exemple, c'était celui qui insistait le plus pour l'aide directe aux bolcheviks pendant la guerre russo-polonaise. Mais l'IC n'avait pas besoin de prendre une nouvelle décision contre l'ultra-gauche. Ses chefs avaient pris leurs décisions vingt ans auparavant. Néanmoins, le Comité Exécutif de l'Internatio-

nale Communiste essaya encore de garder le contact avec le KAPD, pas seulement parce qu'il contenait encore la majorité de l'ancien Parti Communiste, mais parce qu'aussi bien Levi que Radek, bien qu'exécutant le travail des bolcheviks en Allemagne, avaient été les plus proches disciples non de Lénine, mais de Rosa Luxembourg. Au second congrès mondial de la Troisième Internationale en 1920, les bolcheviks russes étaient déjà en état de dicter la politique de l'Internationale. Otto Rühle, assistant au congrès, reconnut l'impossibilité de modifier cet état de choses et la nécessité immédiate de combattre l'Internationale bolchevique dans l'intérêt de la révolution prolétarienne.

Le KAPD envoya une nouvelle délégation à Moscou qui revint sans autres résultats. Tout cela fut résumé dans la *Lettre ouverte à Lénine** de Hermann Gorter, qui répondait au pamphlet de Lénine *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*. L'action de la Troisième Internationale contre l'ultra-gauche était la première tentative ouverte pour faire obstacle aux dissidences des sections nationales et pour les diriger. La pression exercée sur le KAPD pour le retour au parlementarisme et au syndicalisme s'accrut sans cesse, mais le KAPD se retira de l'Internationale après son troisième Congrès.

V

Au second Congrès mondial, les chefs bolcheviques, pour s'assurer la direction de l'Internationale, proposèrent vingt

* H. Gorter, *Réponse à Lénine sur «La maladie infantile du communisme»*, Paris, éd. du Sandre, 1979

et une conditions d'admission à l'IC. Puisqu'ils dirigeaient le congrès, ils n'eurent aucune difficulté à faire adopter ces conditions. Sur ce, la lutte sur des questions d'organisation qui, avaient provoqué des controverses entre Luxembourg et Lénine vingt ans auparavant, fut ouvertement reprise. Derrière les questions organisationnelles débattues, il y avait naturellement des différences fondamentales entre la révolution bolchevique et les besoins du prolétariat occidental.

Pour Otto Rühle, ces vingt et une conditions suffirent à détruire ses dernières illusions sur le régime bolchevique. Ces conditions assuraient à l'exécutif de l'Internationale, c'est-à-dire aux chefs du parti russe, un contrôle complet et une autorité totale sur toutes les sections nationales. De l'avis de Lénine, il n'était pas possible de réaliser la dictature à une échelle internationale « sans un parti strictement centralisé, discipliné, capable de conduire et de gérer chaque branche, chaque sphère, chaque variété du travail politique et culturel ». Il parut d'abord à Rühle que derrière l'attitude dictatoriale de Lénine, il y avait simplement l'arrogance du vainqueur essayant d'imposer au monde les méthodes de combat et le type d'organisation qui avaient apporté le pouvoir aux bolcheviks. Cette attitude, qui insistait pour qu'on applique l'expérience russe à l'Europe occidentale où dominaient des conditions entièrement différentes, apparaissait comme une erreur, une faute politique, un manque de compréhension des particularités du capitalisme occidental et le résultat du souci fanatiquement exclusif qu'avait Lénine des problèmes russes. La politique de Lénine semblait être déterminée par

le retard du développement capitaliste russe, et bien qu'il fallût la combattre dans l'Europe occidentale puisqu'elle tendait à soutenir la restauration capitaliste, on ne pouvait y voir une force carrément contre-révolutionnaire. Cette attitude bienveillante à l'égard de la révolution bolchevique devait être bientôt anéantie par les activités des bolcheviks eux-mêmes.

Les bolcheviks allèrent de petites « fautes » à des « fautes » toujours plus graves. Bien que le KPD affilié à l'IC grandît régulièrement, particulièrement après son unification avec les socialistes indépendants, la classe prolétarienne déjà sur la défensive abandonna une position après l'autre aux forces de la réaction capitaliste. Dans sa concurrence avec le Parti Social-Démocrate (SPD) qui représentait des fractions de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière dite syndicale, le parti communiste ne pouvait pas manquer de grandir à mesure que se paupérisaient ces couches sociales dans la dépression permanente où se trouvait le capitalisme allemand lui-même. Avec l'accroissement régulier du chômage, le mécontentement vis-à-vis du statu quo et de ses défenseurs les plus dévoués, les sociaux-démocrates allemands, s'accrut aussi.

On ne rendit populaire que le côté héroïque de la révolution russe ; le vrai caractère quotidien du régime bolchevique fut dissimulé à la fois par ses amis et ses ennemis. Car, à cette époque, le capitalisme d'État qui se développait en Russie était encore aussi étranger à la bourgeoisie endoctrinée par l'idéologie du *laissez-faire* que lui était étranger le socialisme proprement dit. Et la plupart des socialistes

concevaient le socialisme comme une sorte de direction par l'État de l'industrie et des ressources naturelles. La révolution russe devint un mythe puissant et habilement entretenu, accepté par les couches appauvries du prolétariat allemand en compensation de leur misère croissante. Le même mythe fut étoffé par les réactionnaires pour accroître la haine de leurs suiveurs contre les ouvriers allemands et toutes les tendances révolutionnaires en général.

Contre ce mythe, contre le puissant appareil de propagande de l'IC qui amplifiait ce mythe – propagande accompagnée et soutenue par un assaut général du capital contre le travail dans le monde entier – contre tout cela, la raison ne pouvait pas l'emporter. Tous les groupes radicaux à la gauche du parti communiste allièrent la stagnation à la désagrégation. Cela n'empêchait pas que ces groupes aient la ligne politique « juste » et le Parti Communiste une ligne « fausse », car aucune question de stratégie révolutionnaire n'était impliquée en cela. Ce qui avait lieu, c'était que le capitalisme mondial traversait un processus de stagnation et se débarrassait des éléments prolétariens perturbateurs qui, dans les conditions de crise de la guerre et de l'effondrement militaire, avaient essayé de s'imposer politiquement.

La Russie qui, de toutes les nations, était celle qui avait le plus grand besoin de se stabiliser, fut le premier pays à détruire son mouvement ouvrier au moyen de la dictature du parti bolchevique. Dans les conditions de l'impérialisme, la stabilisation intérieure n'est possible que par une politique extérieure de puissance. Le caractère de la politique exté-

rieure de la Russie sous les bolcheviks fut déterminé d'après les particularités de la situation européenne d'après-guerre. L'impérialisme moderne ne se contente plus de s'imposer simplement au moyen d'une pression militaire et d'une action militaire effective. La « cinquième colonne* » est l'arme reconnue de toutes les nations. Cependant, la vertu impérialiste d'aujourd'hui était encore une nécessité absolue pour les bolcheviks qui essayaient de tenir bon dans un monde de luttes impérialistes. Il n'y avait rien de contradictoire dans la politique bolchevique qui consistait à enlever tout le pouvoir aux ouvriers russes et à essayer en même temps de construire de fortes organisations ouvrières dans les autres pays. Précisément, c'est dans la mesure où ces organisations ouvrières devaient être souples afin de se plier aux besoins politiques changeants de la Russie que leur direction par en haut devait être rigide.

Naturellement, les bolcheviks ne considéraient pas les différentes sections de l'Internationale comme de simples légions étrangères au service de la « patrie des ouvriers » ; ils croyaient que ce qui aidait la Russie devait aussi servir le progrès ailleurs. Ils croyaient avec raison que la révolution russe avait été le début d'un mouvement général à l'échelle mondiale du capitalisme de monopole au capitalisme d'État, et considéraient que ce nouvel état de choses était un progrès dans le sens du socialisme. Autrement dit, sinon dans leur tactique, du moins dans leur théorie, ils étaient encore sociaux-démocrates et, de leur point de vue, les chefs

* La *Cinquième colonne* désigne les partisans clandestins qu'un État ou une organisation compte au sein d'un autre État ou organisation.

sociaux-démocrates étaient des traîtres à leur propre cause quand ils avaient aidé à maintenir le capitalisme de «laisser faire» d'hier. Contre la social-démocratie ils se sentaient de vrais révolutionnaires, contre l'ultra-gauche ils se sentaient des réalistes, les vrais représentants du socialisme scientifique.

Mais ce qu'ils pensaient d'eux-mêmes et ce qu'ils étaient réellement sont deux choses différentes. Dans la mesure où ils continuaient à méconnaître leur mission historique, ils provoquaient continuellement la défaite de leur propre cause ; dans la mesure où ils étaient obligés de s'élever au niveau des besoins objectifs de «leur révolution», ils devenaient la force contre-révolutionnaire la plus importante du capitalisme moderne. En se battant comme de véritables sociaux-démocrates pour la prépondérance dans le mouvement socialiste mondial, en identifiant les intérêts nationalistes étroits de la Russie capitaliste d'État avec les intérêts du prolétariat mondial, et en essayant de se maintenir à tout prix sur les positions du pouvoir qu'ils avaient conquis en 1917, ils préparaient simplement leur propre chute, qui se transforma en drame dans de nombreuses luttes de factions, atteignit son point culminant aux procès de Moscou, aboutit à la Russie stalinienne d'aujourd'hui – une nation impérialiste parmi les autres.

Étant donné ce développement, ce qui était plus important que la critique implacable que fit Rühle de la politique réelle des bolcheviks en Allemagne et dans le monde en général, c'était sa reconnaissance rapide de l'importance historique réelle du mouvement bolchevique, c'est-à-dire

de la social-démocratie militante. Ce qu'un mouvement conservateur social-démocrate était capable de faire et de ne pas faire, les partis d'Allemagne, de France et d'Angleterre ne l'avaient révélé que trop clairement. Les bolcheviks montrèrent ce qu'ils auraient fait s'ils avaient encore été un mouvement subversif. Ils auraient essayé d'organiser le capitalisme inorganisé et de remplacer les entrepreneurs individuels par des bureaucrates. Ils n'avaient pas d'autres plans et même ceux-ci n'étaient que des extensions du processus de cartellisation, de trustification et de centralisation qui se poursuivait à travers le monde capitaliste tout entier. En Europe occidentale cependant, les partis socialistes ne purent plus agir de façon bolchevique, car leur bourgeoisie était déjà en train d'établir cette sorte de « socialisation » de son plein gré. Tout ce que les socialistes pouvaient faire, c'était de lui prêter main-forte, pour passer lentement à la société socialiste naissante.

Le sens du bolchevisme ne se révéla pleinement qu'avec la naissance du fascisme. Pour combattre ce dernier, il était nécessaire, selon les mots de Rühle, de comprendre que « la lutte contre le fascisme commençait avec la lutte contre le bolchevisme ». À la lumière des événements présents, les groupes d'ultra-gauche en Allemagne et en Hollande doivent être considérés comme les premières organisations antifascistes, anticipant dans leur lutte contre les partis communistes le besoin futur de la classe ouvrière de combattre la forme fasciste du capitalisme. Les premiers théoriciens de l'anti-fascisme doivent se trouver parmi les porte-parole des sectes radicales : Gorter et Pannekoek en

Hollande, Rühle, Broch et Fraenkel en Allemagne, et on doit les considérer comme tels en raison de leur lutte contre la conception de la domination du parti et de la direction par l'État, en raison de leurs tentatives de réaliser les idées du mouvement des conseils favorables à l'autodétermination directe de son destin, et en raison de leur soutien à la lutte de la gauche allemande à la fois contre la social-démocratie et contre sa branche léniniste.

Peu de temps avant sa mort, Rühle, résumant ses découvertes au sujet du bolchevisme, n'hésitait pas à placer la Russie au premier rang des États totalitaires : « Elle a servi de modèle aux autres dictatures capitalistes. De leurs divergences idéologiques ne résultent pas de véritables différences de systèmes socio-économiques. Outre l'abolition de la propriété privée des moyens de production, ce qui détermine en fait une société socialiste, c'est la gestion par les ouvriers des produits de leur travail et la fin du salariat. Pas plus en Russie qu'en Italie ou en Allemagne, ces conditions ne sont remplies. »

Pour éclairer le caractère fasciste du système russe, Rühle revient une fois de plus au pamphlet de Lénine, car « de toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme c'est celle qui révèle le mieux son caractère réel ». Quand, en 1933, Hitler supprime toute la littérature socialiste en Allemagne, Rühle raconte que, la publication et la diffusion de la brochure de Lénine restent autorisées. Dans ce travail, Lénine insiste sur le fait que le parti doit être une sorte d'académie de guerre pour révolutionnaires professionnels. Ses principales exigences étaient les suivantes :

autorité inconditionnelle du chef, centralisme rigide, discipline de fer, conformisme, militarisme et sacrifice de la personnalité aux intérêts du parti. En réalité, Lénine développa une élite d'intellectuels, un noyau qui, une fois jeté dans la révolution, devait s'emparer de la direction et se charger du pouvoir. « Il est inutile », disait Rühle, « de chercher à déterminer logiquement et abstraitement si une telle préparation à la révolution est juste ou erronée. [...] Il faut soulever d'abord d'autres questions : quelle sorte de révolution se préparait ? et quel en était le but ? » Il répondait en montrant que « le parti de Lénine travaillait, dans le cadre de la révolution bourgeoise tardive en Russie, au renversement du régime féodal tsariste. [...] Ce qu'on peut considérer comme une heureuse solution aux problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas passer en même temps pour la solution aux problèmes de la révolution prolétarienne. La différence structurelle fondamentale entre la société bourgeoise et la nouvelle société socialiste exclut une telle ambivalence. Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs sont le cerveau des masses. [...] Cette distinction entre le cerveau et le corps », souligne Rühle, « entre les intellectuels et les masses, les officiers et les simples soldats, correspond à la dualité de la société de classe, à l'ordre social bourgeois. Une classe est dressée à commander, l'autre à obéir. [...] L'organisation de Lénine n'est qu'une simple réplique de la réalité bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les mêmes forces qui créent l'ordre social

bourgeois, abstraction faite des buts subjectifs qui accompagnent ce processus».

À coup sûr, «quiconque cherche à établir un régime bourgeois trouvera dans le principe de la séparation entre le chef et les masses, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique à une telle révolution. [...] En cherchant à accomplir la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était donc tout à fait adapté à son objectif. Quand, toutefois, la révolution russe changea de nature, quand ses caractéristiques prolétariennes devinrent évidentes, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. S'il l'emporta en fin de compte, ce ne fut pas grâce à son avant-garde, mais bien grâce au mouvement des soviets, qu'il n'avait pas du tout inclus dans ses plans révolutionnaires. Et quand Lénine, une fois le triomphe de la révolution assuré par les soviets, décida une fois de plus de s'en passer, tout caractère prolétarien disparut de la révolution russe. Le caractère bourgeois de la révolution occupa à nouveau la scène, trouvant son aboutissement naturel dans le stalinisme.»

«En dépit de son souci de la dialectique marxienne, Lénine était incapable de concevoir dialectiquement l'évolution historique des processus sociaux. Sa pensée restait mécaniste, suivant des schémas rigides. Pour lui, il n'existait qu'un seul parti révolutionnaire – le sien ; qu'une seule révolution – la révolution russe ; qu'une seule méthode – le bolchevisme. [...] L'application monotone d'une formule découverte une fois pour toutes évoluant dans un cercle égocentrique où n'entraient en considération ni l'époque ni

les circonstances, ni les niveaux de développement, ni les réalités culturelles, ni les idées, ni les hommes. Avec Lénine, c'était l'avènement du machinisme en politique : il était le « technicien », « l'inventeur » de la révolution. [...] Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme existaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa « planification sociale » et son art de manier les hommes. [...] Il ignorait les conditions requises pour la libération des ouvriers. [...] Il n'était pas préoccupé par la fausse conscience des masses ni par leur auto-aliénation en tant qu'êtres humains. Le problème, pour lui, se ramenait à un problème de pouvoir. »

Le bolchevisme, en tant que politique militante de pouvoir, ne diffère pas des formes bourgeoises traditionnelles de domination. Le gouvernement sert d'exemple essentiel d'organisation. Le bolchevisme est une dictature, une doctrine nationaliste, un système autoritaire avec une structure sociale capitaliste. La planification a trait à des questions techniques organisationnelles, non à des questions socio-économiques. Il n'est révolutionnaire qu'à l'intérieur de la charpente du développement capitaliste, établissant non le socialisme, mais le capitalisme d'État. Il représente l'étape actuelle du capitalisme, et non pas le premier pas vers une société nouvelle.

VI

Les soviets russes et les conseils d'ouvriers et de soldats allemands représentaient l'élément prolétarien dans les deux révolutions russe et allemande. Dans les deux pays, les mouvements furent réprimés par des moyens militaires

et judiciaires. Ce qui restait des soviets russes après la solide fortification de la dictature du parti bolchevique, ce fut simplement la version russe de ce que serait le front du travail nazi. En Allemagne, le mouvement légalisé des conseils se changea en appendice des syndicats et bientôt en instrument du gouvernement capitaliste. Même les conseils formés spontanément en 1918 étaient en majorité bien loin d'être révolutionnaires. Leur forme d'organisation, basée sur des besoins de classe et non sur des intérêts particuliers résultant de la division capitaliste du travail, était tout ce qu'il y avait en eux de radical. Mais quelles que soient leurs défaillances, il faut dire qu'il n'y avait pas autre chose sur quoi baser les espoirs révolutionnaires. Quoiqu'ils se soient fréquemment tournés vers la gauche, on espérait toutefois que les besoins objectifs de ce mouvement le mettraient inévitablement en conflit avec les pouvoirs traditionnels. Cette forme d'organisation devait être préservée dans son caractère original et développée pour préparer les luttes à venir.

Se plaçant sur le terrain de la continuation de la révolution allemande, l'ultra-gauche fut engagée dans un combat à mort contre les syndicats et contre les partis parlementaires existants, en un mot contre toutes les formes d'opportunisme et de compromis. Se plaçant sur le terrain de la coexistence probable côte à côte avec les puissances capitalistes, les bolcheviks russes ne pouvaient pas envisager une politique sans compromis. Les arguments de Lénine pour la défense de la position bolchevique au sujet des syndicats, du parlementarisme et de l'opportunisme en général

érigeraient les besoins particuliers du bolchevisme en faux principes révolutionnaires. Cependant, cela ne faisait pas voir le caractère illogique des arguments bolcheviques, car aussi illogiques que fussent ces arguments d'un point de vue révolutionnaire, ils découlaient logiquement du rôle particulier des bolcheviks dans les limites de l'émancipation capitaliste russe et de la politique bolchevique internationale qui soutenait les intérêts nationaux de la Russie.

Que les principes de Lénine fussent faux d'un point de vue prolétarien, à la fois en Russie et en Europe occidentale, Otto Rühle le démontra dans diverses brochures et dans de nombreux articles parus dans la presse de l'Union Générale du Travail, et dans la revue de gauche de Franz Pfemfert, *Die Aktion*. Il expliqua la fourberie opportune impliquée dans l'apparence logique donnée à ces principes, fourberie qui consistait à donner comme exemple une expérience spéciale, à une période donnée, dans des circonstances particulières, pour en tirer des conclusions à appliquer immédiatement et en général. Parce que les syndicats avaient eu une certaine valeur à un moment donné, parce qu'à un moment donné le parlement avait servi les besoins de la propagande révolutionnaire, parce que, occasionnellement, l'opportunisme avait eu pour résultat certains bénéfices pour les ouvriers, ils restaient pour Lénine les moyens les plus importants de la politique prolétarienne en tout temps et en toutes circonstances. Et comme si tout cela ne devait pas convaincre l'adversaire, Lénine arrivait à mettre en évidence que les ouvriers adhéraient à ces vues politiques et à ces organisations, qu'elles soient bonnes ou

non. Toutefois c'était un fait que les ouvriers y adhéraient et que les révolutionnaires doivent toujours être là où sont les masses.

Cette stratégie découlait de la façon capitaliste de Lénine d'aborder la politique. Il ne parut jamais lui venir à l'esprit que les masses étaient également dans les usines et que les organisations révolutionnaires d'usine ne pouvaient pas perdre contact avec les masses, même si elles essayaient. Il ne semblait jamais lui venir à l'esprit qu'avec la même logique qui servait à maintenir les révolutionnaires dans les organisations réactionnaires, il pouvait réclamer leur présence à l'église, dans les organisations fascistes, et partout où pouvaient se trouver les masses. Cette dernière attitude, il l'aurait certainement envisagée si le besoin était apparu de s'unifier avec les forces de la réaction comme cela arriva plus tard, sous le régime staliniste.

Il paraissait clair à Lénine que les organisations de conseils étaient les moins adaptées aux buts du bolchevisme. Non seulement il n'y avait qu'une petite place dans ces organisations d'usine pour les révolutionnaires professionnels, mais, de plus, l'expérience russe avait montré combien il était difficile de contrôler un mouvement de soviets. En tout cas, les bolcheviks n'avaient pas l'intention d'attendre l'occasion favorable à une intervention révolutionnaire dans le processus politique, ils étaient activement engagés dans la politique quotidienne et intéressés aux résultats immédiats en leur faveur. Pour influencer le mouvement ouvrier occidental avec l'intention d'en prendre finalement le contrôle, il était de loin plus facile pour eux d'y entrer et

de s'entendre avec les organisations existantes. Dans les luttes de rivalité engagées entre ces organisations et en leur sein, ils voyaient une chance de gagner rapidement un point d'appui. Bâtir des organisations entièrement nouvelles, s'opposer à toutes celles qui existaient, ç'aurait été une tentative qui ne pouvait avoir que des résultats tardifs si elle en avait. Au pouvoir en Russie, les bolcheviks ne pouvaient plus se permettre une politique à long terme ; pour maintenir leur pouvoir, ils devaient suivre toutes les avenues politiques, pas seulement les avenues révolutionnaires. Il faut bien dire cependant que, en dehors de la nécessité où ils étaient d'agir ainsi, les bolcheviks étaient plus que volontaires pour prendre part aux nombreux jeux politiques qui accompagnent le processus d'exploitation capitaliste. Pour être capables d'y prendre part, ils avaient besoin des syndicats, des parlements, des partis et aussi des soutiens capitalistes qui faisaient de l'opportunisme à la fois une nécessité et un plaisir.

Il n'est plus nécessaire de mettre en évidence les nombreux « méfaits » du bolchevisme en Allemagne et dans le monde en général. Dans la théorie et dans la pratique, le régime staliniste s'affirma lui-même en tant que puissance capitaliste et impérialiste, s'opposant non seulement à la révolution prolétarienne, mais également aux réformes fascistes du capitalisme. Et il favorisa en fait le maintien de la démocratie bourgeoise pour utiliser plus pleinement sa propre structure fasciste. De même que l'Allemagne avait très peu d'intérêts à étendre le fascisme au-delà de ses frontières et de celles de ses alliés puisqu'elle n'avait pas

l'intention de renforcer ses rivaux impérialistes, de même la Russie s'intéresse à sauvegarder la démocratie partout sauf sur son propre territoire. Son amitié avec la démocratie bourgeoise est une véritable amitié ; le fascisme n'est pas un article d'exportation, car il cesse d'être un avantage dès qu'il est généralisé. En dépit du pacte Staline-Hitler, il n'y a pas de plus grands « anti-fascistes » que les bolcheviks, pour le bien de leur propre fascisme indigène. Ce n'est qu'aussi loin que s'étendra leur impérialisme, s'il s'étend, qu'ils se rendront coupables de soutenir consciemment la tendance fasciste générale.

Cette tendance fasciste générale n'a pas sa souche dans le bolchevisme mais le comprend en elle. Elle a sa souche dans les lois particulières de développement de l'économie capitaliste. Si la Russie devient en fin de compte un membre « décent » de la famille capitaliste des nations, les « indécences » de sa jeunesse fasciste seront à tort prises pour un passé révolutionnaire. L'opposition au stalinisme, à moins qu'elle ne comporte l'opposition au léninisme et au bolchevisme de 1917, n'est pas une opposition mais tout au plus une querelle entre rivaux politiques. Aussi longtemps que le mythe du bolchevisme est défendu en opposition à la réalité staliniste, l'œuvre de Rühle, pour montrer que le stalinisme d'aujourd'hui est simplement le léninisme d'hier, garde une valeur d'actualité, d'autant plus qu'il peut y avoir des tentatives de réanimer le passé bolchevique dans les soulèvements sociaux de l'avenir.

L'histoire entière du bolchevisme pouvait être prévue par Rühle et le mouvement d'ultra-gauche au travers de

leur reconnaissance précoce du contenu réel du vieux mouvement social-démocrate. Après 1920 toutes les activités du bolchevisme ne pouvaient que nuire aux ouvriers du monde. Aucune action commune avec ces différentes organisations n'était plus possible et aucune ne fut tentée.

VII

En commun avec les groupes d'ultra-gauche de Dresde, Francfort-sur-le-Main et d'autres endroits, Otto Rühle fit un pas au-delà de l'anti-bolchevisme du KAPD et de ses adhérents à l'AAUD. Il pensait que l'histoire des partis sociaux-démocrates et les pratiques du parti bolchevique prouvaient suffisamment qu'il était sans effet d'essayer de remplacer les partis réactionnaires par des partis révolutionnaires, que la forme de l'organisation en parti elle-même était devenue inutile et même dangereuse. Dès 1920, il proclame que *la révolution n'est pas une affaire de parti* et exige la destruction de tous les partis en faveur d'un mouvement de conseils. Travaillant surtout dans l'AAUD, il fit de l'agitation contre l'existence d'un parti politique en tant que tel jusqu'à ce que cette organisation se scinde en deux. Une section (Union Générale du Travailleurs d'Allemagne unitaire, AAUD-E) partageait les vues de Rühle, l'autre subsista comme *organisation économique* du Parti Communiste. L'organisation représentée par Rühle pencha vers le syndicalisme et les mouvements anarchistes, sans renoncer cependant à sa vision du monde marxienne. L'autre se considérait comme l'héritière de tout ce qu'il y avait eu de révolutionnaire dans le mouvement marxiste du passé. Elle essaya de mettre sur

pied une quatrième Internationale mais ne réussit qu'à réaliser une coopération plus étroite avec des groupes similaires d'un petit nombre de pays européens.

Selon l'opinion de Rühle, une révolution prolétarienne n'était possible qu'avec la participation consciente et active de larges masses prolétariennes. Ceci présupposait une forme d'organisation qui ne pourrait être gouvernée d'en haut, mais serait déterminée par la volonté de ses membres. L'organisation d'usine et la structure de l'AAUD préviendraient, pensait-il, un divorce entre les intérêts d'organisation et les intérêts de classe ; cela préviendrait la naissance d'une puissante bureaucratie servie par l'organisation au lieu de la servir. Cela préparait en fin de compte les ouvriers à s'emparer des industries et à les gérer en accord avec leurs propres besoins et ainsi préviendrait-on l'érection d'un nouvel état d'exploitation.

Le Parti Ouvrier Communiste se rallia à ces idées générales et ses organisations d'usine étaient de celles qui étaient d'accord avec Rühle. Mais le parti maintenait qu'à ce niveau de développement, l'organisation d'usine à elle seule ne pouvait garantir une politique révolutionnaire clairement délimitée. Toutes sortes de gens voudraient entrer dans ces organisations ; il n'y aurait aucune méthode de sélection convenable, et des ouvriers sans culture politique détermineraient le caractère des organisations qui ainsi ne seraient pas capables de se mettre au niveau des exigences révolutionnaires du jour. Ce point fut démontré par le caractère relativement arriéré du mouvement des Conseils de 1918. Le KAPD soutenait que les révolutionnaires formés au

marxisme et à la conscience de classe, bien qu'appartenant à des organisations d'usine, devraient être en même temps réunis dans un parti séparé pour sauvegarder et développer la théorie révolutionnaire et, pour ainsi dire, surveiller les organisations d'usine pour les empêcher de sortir du droit chemin.

Le KAPD vit dans la position de Rühle une espèce de déception cherchant refuge dans une nouvelle forme d'utopisme. Il soutint que Rühle généralisait simplement l'expérience des vieux partis et il insista sur le fait que le caractère révolutionnaire de l'organisation du KAPD était le résultat de sa propre force de parti. Il rejetait les principes centralistes de Lénine, mais il insistait pour garder le parti restreint afin qu'il soit affranchi de tout opportunisme.

Il y avait d'autres arguments pour soutenir l'idée d'un parti. Certains se référaient à des problèmes internationaux, d'autres se rapportaient à des questions d'illégalité, mais tous ces arguments ne réussirent pas à convaincre Rühle et ses partisans. Ils voyaient dans le parti la perpétuation du principe des chefs et des masses, la contradiction entre le parti et la classe, et craignaient une reproduction du bolchevisme dans la gauche allemande.

Aucun des deux groupes ne put vérifier sa théorie. L'histoire les dépassa tous les deux. Ils argumentaient dans le vide. Ni le KAPD, ni les deux Unions Ouvrières Générales des Travailleurs ne dépassèrent leur condition de sectes d'ultra-gauche*. Leurs problèmes internes devinrent tout à

* Le KAPD, l'AAUD, l'AAUD-E ont compté respectivement 50 000, 200 000 et 60 000 membres.

fait artificiels, car il n'y avait pas en fait de différence entre le KAPD et l'AAUD. Malgré leurs théories, les partisans de Rühle n'exercèrent pas leurs fonctions dans les usines. Les deux unions s'abandonnèrent aux mêmes activités. À partir de là, toutes leurs divergences théoriques n'eurent aucun sens pratique.

Ces organisations, débris des tentatives prolétariennes de jouer un rôle dans les événements de 1918, essayèrent d'appliquer leurs expériences au sein d'un développement qui s'orientait de façon conséquente dans le sens opposé à celui où ces expériences avaient pris naissance réellement. Le KPD seul, en vertu du contrôle russe exercé sur lui, put grandir au sein de cette tendance vers le fascisme. Mais parce qu'il représentait le fascisme russe, non le fascisme allemand, lui aussi dut succomber devant le mouvement nazi naissant qui, ayant reconnu et accepté les tendances capitalistes dominantes, hérita finalement du vieux mouvement ouvrier allemand dans sa totalité.

Après 1923, le mouvement d'ultra-gauche cessa d'être un facteur politique sérieux dans le mouvement ouvrier allemand. Sa dernière tentative pour forcer le cours de l'histoire dans son sens fut sa brève phase d'activité sous la conduite populaire de Max Hoelz, en mars 1921. Les militants les plus actifs contraints à l'illégalité introduisirent des méthodes de conspiration et d'expropriation dans le mouvement, hâtant par là sa désintégration. Bien qu'organisationnellement les groupes d'ultra-gauche aient continué à exister jusqu'au début de la dictature hitlérienne, leur activité fut réduite à celle de clubs de discussion

essayant de comprendre leurs propres échecs et ceux de la révolution allemande.

VIII

Le déclin du mouvement d'ultra-gauche, les changements en Russie et dans la composition des partis bolcheviques, la montée du fascisme en Italie et en Allemagne restaura les rapports d'autrefois entre l'économie et la politique qui avaient été troublés pendant et un peu après la première guerre mondiale. Dans le monde entier, le capitalisme était suffisamment stabilisé pour déterminer l'orientation politique générale. Le fascisme et le bolchevisme, produits des conditions de crise, furent, comme la crise elle-même, les moyens d'une nouvelle prospérité, d'une nouvelle expansion du capital et de la reprise des luttes impérialistes de concurrence. Mais tout comme n'importe quelle grande crise paraît être la crise finale à ceux qui souffrent le plus, de même les transformations politiques qui accompagnèrent celle-ci apparurent comme des expressions du fiasco du capitalisme. Mais l'immense décalage entre l'apparence et la réalité transforme tôt ou tard un optimisme exagéré en un pessimisme exagéré au sujet des possibilités révolutionnaires. Alors deux voies restent ainsi ouvertes pour le révolutionnaire : il peut capituler devant les processus politiques prédominants, ou il peut se retirer dans une vie contemplative et attendre le retournement des événements.

Jusqu'à l'écroulement final du mouvement ouvrier allemand, la retraite de l'ultra-gauche parut être un retour au travail théorique. Les organisations existaient sous forme

de publications hebdomadaires et mensuelles, brochures et livres. Les publications protégeaient les organisations, les organisations protégeaient les publications. Tandis que les organisations de masses servaient de petites minorités capitalistes, la masse des ouvriers était représentée par quelques individus. Les contradictions entre les théories de l'ultra-gauche et la situation existante devinrent insupportables. Plus on pensait en termes de collectivité, plus isolé on devenait. Le capitalisme sous sa forme fasciste paraissait le seul collectivisme réel ; l'anti-fascisme, comme un retour à un individualisme bourgeois primitif. La médiocrité de l'homme dans le capitalisme, et par conséquent du révolutionnaire placé dans les conditions du capitalisme, devint douloureusement évidente dans les petites organisations stagnantes. De plus en plus de gens, partant des prémices que les « conditions objectives » de la révolution étaient mûres, expliquaient l'absence de révolution au moyen de « facteurs subjectifs » tels que le manque de conscience de classe et le manque de compréhension et de caractère de la part des ouvriers. Ces carences elles-mêmes, cependant, devaient à leur tour s'expliquer par des « conditions objectives », car les défaillances du prolétariat étaient sans aucun doute la conséquence de sa position spéciale au sein des rapports sociaux du capitalisme. La nécessité de restreindre l'activité révolutionnaire au travail d'éducation devint une vertu. Développer la conscience de classe des ouvriers fut considéré comme la plus essentielle de toutes les tâches révolutionnaires. Mais la vieille croyance sociale-démocrate que « savoir c'est pouvoir » n'était plus convaincante,

car il n'y a pas de connexion directe entre le savoir et son application.

L'échec du capitalisme du *laisser-faire* et la direction centraliste croissante de masses toujours plus larges à travers la production capitaliste et la guerre accrurent l'intérêt intellectuel pour les domaines de la psychologie et de la sociologie, négligés auparavant. Ces branches de la science bourgeoise servirent à expliquer le désarroi de cette partie de la bourgeoisie exclue du jeu par des rivaux plus puissants et de cette partie de la petite bourgeoisie réduite au niveau d'existence du prolétariat pendant la dépression. À ses premières étapes, le processus capitaliste de concentration de la richesse et du pouvoir s'était accompagné de la croissance absolue des couches bourgeoises de la société. Après la guerre, la situation changea, la dépression européenne frappa à la fois la bourgeoisie et le prolétariat et détruisit de façon générale la confiance dans le système et les individus eux-mêmes. La psychologie et la sociologie, cependant, ne furent pas seulement l'expression du désarroi et de l'insécurité de la bourgeoisie, mais elles servirent simultanément le besoin d'une détermination plus directe du comportement des masses et du contrôle idéologique que cela n'avait été nécessaire dans les conditions d'une centralisation moindre. Ceux qui avaient perdu le pouvoir dans les luttes politiques qui accompagnèrent la concentration du capital aussi bien que ceux qui gagnèrent le pouvoir proposèrent une explication psychologique et sociologique de leurs échecs ou de leurs succès. Ce qui était pour l'un le « viol des masses » était pour l'autre une vue nouvellement acquise – qu'il fallait sys-

tématiquement incorporer à la science de l'exploitation et du gouvernement – au sujet de la nature intime des processus sociaux.

Dans la division capitaliste du travail, le maintien et l'extension des idéologies dominantes est la besogne des couches intellectuelles de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Cette division du travail est naturellement déterminée par les conditions de classe existantes, plus que par les besoins de production de la société complexe. Ce que nous savons, nous le savons au moyen d'une production capitaliste de la connaissance. Mais comme il n'y en a pas d'autre, la façon prolétarienne d'aborder tout ce qui est produit par la science et la pseudo-science bourgeoises, doit toujours être critique. Faire servir cette connaissance à d'autres buts que les buts capitalistes revient à la nettoyer de tous ses éléments en rapport avec la structure de classe capitaliste. Il serait aussi faux qu'impossible de rejeter en gros tout ce qui est produit par la science bourgeoise. Cependant on ne peut l'aborder qu'avec scepticisme. La critique prolétarienne – compte tenu de nouveau de la division capitaliste du travail – est tout à fait limitée. Elle n'a de réelle importance que sur les points où la science bourgeoise traite des rapports sociaux. Sur ces points, ses théories peuvent être vérifiées dans leur validité et leur signification pour les différentes classes et pour la société dans son ensemble. C'est là qu'apparaît, avec la vogue de la psychologie et de la sociologie, le besoin d'examiner les nouvelles découvertes dans ces domaines du point de vue critique des classes opprimées.

Il était inévitable que la vogue de la psychologie pénètre dans le mouvement ouvrier. Mais la ruine complète de ce mouvement se révéla une fois de plus dans ses tentatives d'utiliser les nouvelles théories de la psychologie et de la sociologie bourgeoises pour un examen critique de ses propres théories au lieu d'utiliser la théorie marxiste pour critiquer la nouvelle pseudo-science bourgeoise. Derrière cette attitude se cachait une méfiance croissante à l'égard du marxisme due aux échecs des révolutions allemande et russe. Derrière ce fait aussi, il y avait l'incapacité de dépasser Marx dans un sens marxiste ; incapacité clairement mise en lumière par le fait que tout ce qui paraissait nouveau dans la sociologie bourgeoise était emprunté à Marx en premier lieu. Malheureusement, de notre point de vue, Otto Rühle fut l'un des premiers à revêtir les idées les plus populaires de Marx du nouveau langage de la psychologie et de la sociologie bourgeoises. Dans ses mains, la conception matérialiste de l'histoire devint alors de la « sociologie », pour autant qu'elle se rapportât à la société ; de la « psychologie », pour autant qu'elle se rapportât à l'individu. Les principes de cette théorie devaient servir à la fois à l'analyse de la société et à l'analyse des complexités psychologiques des individus de la société. Dans sa biographie de Marx*, Rühle applique sa nouvelle conception psychosociologique du marxisme, qui ne pouvait que soutenir la tendance à incorporer un marxisme édulcoré dans l'idéologie capitaliste. Cette sorte de « matérialisme historique », qui cherchait les raisons des

* O. RÜHLE, *Karl Marx, vie et œuvres*, 1928, Entremonde, à paraître.

« complexes d'infériorité et de supériorité » dans les domaines sans fin de la biologie, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'économie et ainsi de suite, afin de découvrir une espèce d'« équilibre des forces des complexes au moyen de compensations » qui put être considérée comme l'adaptation correcte entre l'individu et la société, n'était pas capable de servir aux besoins pratiques des ouvriers, et ne pouvait pas non plus aider à leur éducation. Cette partie de l'activité de Rühle, qu'on l'apprécie ou non, avait peu de rapports, si elle en avait, avec les problèmes qui assaillaient le prolétariat allemand. Il n'est de ce fait pas nécessaire de traiter ici de l'œuvre psychologique de Rühle. Nous en faisons mention, néanmoins, pour la raison double qu'elle peut servir d'exemple supplémentaire du désespoir général du révolutionnaire dans la période de contre-révolution et que c'est une manifestation de plus de la sincérité de ce révolutionnaire, Rühle, dans les conditions mêmes du désespoir. Car, dans cette phase de son activité littéraire, comme dans toutes les autres touchant aux questions pédagogique-psychologiques, historico-culturelles ou économique-politiques, il s'élève aussi contre les conditions inhumaines du capitalisme, contre les nouvelles formes possibles d'esclavage physique et mental, pour une société qui convienne à une humanité libre.

IX

Le triomphe du fascisme allemand termina la longue période de découragement révolutionnaire, de désillusion, de désespoir. Tout redevint alors très clair ; l'avenir immédiat se profilait dans toute sa brutalité. Le mouvement

ouvrier prouva pour la dernière fois que la critique que les révolutionnaires avaient dirigée contre lui était plus que justifiée. Le combat de l'ultra-gauche contre le mouvement ouvrier officiel montra qu'il avait été la seule lutte conséquente contre le capitalisme qui ait été engagée aussi loin.

Le triomphe du fascisme allemand, qui n'était pas un phénomène isolé mais était en étroite liaison avec le développement antérieur de la totalité du monde capitaliste, ne causa pas l'engagement d'un nouveau conflit mondial des puissances impérialistes mais n'en fut qu'un simple auxiliaire. Les jours de 1914 étaient revenus. Mais pas pour l'Allemagne. Les chefs ouvriers allemands étaient privés de « l'émouvante épreuve » de se déclarer une fois de plus les enfants les plus authentiques de la patrie. Organiser la guerre signifiait instituer le totalitarisme et revenait à éliminer beaucoup d'intérêts particuliers. Dans les conditions de la République de Weimar et à l'intérieur de la charpente de l'impérialisme mondial, cela n'était possible que par la voie des luttes intérieures. La « résistance » du mouvement ouvrier allemand au fascisme, mitigée en premier lieu, ne doit pas toutefois être prise pour une résistance à la guerre. Dans le cas de la social-démocratie et des syndicats, il n'y avait pas de résistance mais simplement une abdication accompagnée de protestations verbales pour sauver la face. Et même cela ne vint que dans le sillage du refus d'Hitler d'incorporer ces institutions, dans leur forme traditionnelle et avec leurs chefs « expérimentés », dans l'ordre des choses fasciste. La « résistance » de la part du KPD ne fut pas non plus une résistance à la guerre et au fascisme comme tels,

mais seulement dans la mesure où ils étaient dirigés contre la Russie. Si les organisations ouvrières en Allemagne furent empêchées de prendre parti pour leur bourgeoisie, dans toutes les autres nations elles le firent sans discussion et sans lutte.

Une seconde fois dans sa vie, l'exilé Otto Rühle eut à décider quel parti prendre dans le nouveau conflit mondial. Cette fois, cela paraissait dans une certaine mesure plus difficile, parce que le totalitarisme cohérent d'Hitler se proposait de prévenir une répétition des temps d'indécision du libéralisme pendant la dernière guerre mondiale. Cette situation permit à la seconde guerre mondiale de se déguiser en une lutte entre la démocratie et le fascisme et procura aux socialistes chauvins de meilleures excuses. Les chefs ouvriers exilés purent signaler les différences politiques entre ces deux formes de systèmes capitalistes bien qu'ils fussent incapables de nier la nature capitaliste de leur nouvelle patrie. La théorie du moindre mal servit à rendre plausible la raison pour laquelle on devait défendre les démocraties contre l'expansion plus large du fascisme. Rühle, cependant, maintint son opposition de 1914. Pour lui, «l'ennemi était encore chez soi», dans les démocraties comme dans les États fascistes ; le prolétariat ne pouvait, ou plutôt ne devait, prendre parti pour aucun d'eux, mais s'opposer aux deux avec une ardeur égale. Rühle fit ressortir que tous les arguments politiques, idéologiques, raciaux et psychologiques proposés pour la défense d'une position favorable à la guerre ne pouvaient pas cacher réellement les motifs capitalistes de la guerre : la lutte pour le profit

entre les rivaux capitalistes. Dans des lettres et dans des articles, il rappela toutes les conséquences induites par les lois du développement capitaliste, telles qu'elles ont été établies par Marx, pour combattre le non-sens de l'« anti-fascisme » populaire qui ne pouvait que hâter le processus de « fascisation » du capitalisme mondial.

Pour Rühle, fascisme et capitalisme d'État n'étaient pas des inventions de politiciens corrompus, mais la conséquence du processus capitaliste de la concentration et de la centralisation au travers desquelles se manifeste l'accumulation du capital. Le rapport de classe dans la production capitaliste est assailli par maintes contradictions insolubles. Rühle vit que la principale contradiction résidait dans le fait que l'accumulation capitaliste signifie aussi une tendance à la baisse du taux du profit. Cette tendance ne peut être combattue que par une accumulation plus rapide du capital, qui implique une augmentation de l'exploitation. Mais en dépit du fait que l'exploitation augmente en rapport avec le taux d'accumulation nécessaire pour éviter les crises et les dépressions, les profits continuent à présenter une tendance à la baisse. Pendant les dépressions, le Capital se réorganise pour permettre une nouvelle période d'expansion du Capital. Si nationalement la crise implique la destruction du capital le plus faible et la concentration du capital par les moyens ordinaires des affaires, internationalement, cette réorganisation exige finalement la guerre. Cela signifie la destruction des nations capitalistes les plus faibles en faveur des impérialismes victorieux pour opérer une nouvelle expansion du capital et sa concentration et sa centralisation

plus poussée. Chaque crise capitaliste – à ce niveau de l'accumulation du capital – englobe le monde ; de la même façon, chaque guerre est immédiatement d'une envergure mondiale. Ce ne sont pas des nations particulières mais la totalité du mouvement capitaliste qui est responsable de la guerre et de la crise. C'est lui, comme l'a vu Rühle, qui est l'ennemi, et il est partout.

Assurément, Rühle ne doutait pas que le totalitarisme était pire pour les ouvriers que la démocratie bourgeoise. Il avait lutté contre le totalitarisme russe depuis son commencement. Il luttait contre le fascisme allemand, mais il ne pouvait pas lutter au nom de la démocratie bourgeoise, parce qu'il savait que les lois particulières de développement de la production capitaliste transformeraient tôt ou tard la démocratie bourgeoise en fascisme et en capitalisme d'État. Combattre le totalitarisme revenait à s'opposer au capitalisme sous toutes ses formes. Le capitalisme privé, a-t-il écrit, et avec lui la démocratie qui est en train d'essayer de le sauver, sont désuets et suivent le chemin de toutes les choses mortelles. Le capitalisme d'État, et avec lui le fascisme qui lui prépare la voie, sont en train de grandir et de s'emparer du pouvoir. Le vieux a disparu pour toujours et aucun exorcisme n'agit contre le nouveau. Quelle que soit l'âpreté des tentatives que nous puissions faire pour ressusciter la démocratie, tous les efforts seront sans effet. Tous les espoirs d'une victoire de la démocratie sur le fascisme sont des illusions grossières, toute croyance dans le retour de la démocratie comme forme de gouvernement capitaliste n'a que la valeur d'une trahison adroite et d'une

lâche auto-duperie. C'est le malheur du prolétariat que ses organisations périmées basées sur une tactique opportuniste le mettent hors d'état de se défendre contre l'assaut du fascisme. Il a ainsi perdu sa propre position politique dans le corps politique. Il a cessé aujourd'hui d'être un facteur qui fait l'histoire. Il a été balayé sur le tas de fumier de l'histoire et pourra aussi bien dans le camp de la démocratie que dans celui du fascisme, car la démocratie d'aujourd'hui sera le fascisme de demain.

Quoique Rühle fût face à la deuxième guerre mondiale de façon aussi intransigeante qu'il avait fait face à la première, son attitude à l'égard du mouvement ouvrier fut différente de celle de 1914. Cette fois, il ne pouvait s'empêcher d'être certain qu'aucune espérance pour le soulèvement final du prolétariat et sa délivrance historique ne pouvait naître des misérables débris du vieux mouvement ouvrier dans les nations encore démocratiques. Encore moins l'espoir pouvait-il naître des fragments minables de ces traditions de parti qui s'étaient dispersés et éparpillés avec l'émigration mondiale, ni des notions stéréotypées des révolutions passées, indépendamment du fait que l'on croie aux bienfaits de la violence ou à une transition pacifique. Il ne regardait cependant pas l'avenir sans espoir. Il était sûr que de nouvelles forces et de nouvelles impulsions animeraient les masses et les contraindraient à faire leur propre histoire.

Les raisons de cette confiance étaient les mêmes que celles qui convainquirent Rühle du caractère inévitable du développement du capitalisme vers le fascisme et le

capitalisme d'État. Elles se basaient sur les contradictions insolubles inhérentes au système capitaliste de production. Tout comme la réorganisation du capital pendant la crise est en même temps la préparation de crises plus profondes, de même la guerre ne peut engendrer que des guerres plus larges et plus dévastatrices. L'anarchie capitaliste ne peut devenir que plus chaotique, sans égard à toutes les tentatives de ses défenseurs pour mettre de l'ordre en son sein. Des parties toujours plus grandes du monde capitaliste seront détruites, de sorte que les groupes capitalistes les plus forts poursuivent l'accumulation. La misère des masses mondiales ira en augmentant jusqu'à ce que soit atteint un point de rupture. Et alors, des soulèvements sociaux détruiront le système meurtrier de la production capitaliste.

Rühle était aussi peu capable que tout autre à ce moment-là de déterminer par quels moyens spécifiques le fascisme serait vaincu. Mais il était certain que les mécanismes et la dynamique de la révolution subiraient des changements fondamentaux. Dans l'auto-expropriation et la prolétarianisation de la bourgeoisie par la seconde guerre mondiale, dans le dépassement du nationalisme par la destruction des petits États, dans la politique mondiale de capitalisme d'État basée sur les fédérations d'États, il ne voyait pas seulement le côté immédiatement négatif, mais il voyait aussi les aspects positifs : la fourniture de nouveaux points de départ pour l'action anti-capitaliste. Jusqu'au jour de sa mort, il fut certain que la conception de classe était destinée à s'étendre jusqu'à ce qu'elle alimente un intérêt majoritaire en faveur du socialisme. Il regardait la lutte de classe comme devant se trans-

former d'une catégorie idéologique abstraite en une catégorie économique pratique positive. Et il envisageait l'élection de conseils d'usine dans le développement de la démocratie ouvrière comme une réaction à la terreur bureaucratique. Pour lui, le mouvement ouvrier n'était pas mort, mais était à naître dans les luttes sociales de l'avenir.

Si Rühle, finalement, n'avait rien de plus à offrir que « l'espoir » que l'avenir résoudrait les problèmes que le vieux mouvement ouvrier n'avait pas réussi à résoudre, cet espoir ne sortait pas de la foi, mais de la connaissance, connaissance qui consistait à reconnaître les tendances sociales réelles. Cet espoir n'était pas accompagné d'un mode d'emploi précisant la façon d'accomplir la transformation sociale nécessaire. Il exigeait toutefois la rupture avec les activités sans effet et les organisations sans espoir. Il exigeait la reconnaissance des raisons qui ont conduit à la désintégration du vieux mouvement ouvrier et la recherche des éléments qui marquent les limites des systèmes totalitaires dominants. Il exigeait une distinction affinée entre l'idéologie et la réalité, afin de découvrir dans cette dernière les acteurs qui échappent à la direction des organisations totalitaires. Ce qu'il faut pour transformer la société ne peut se découvrir qu'au travers d'une telle analyse. Mais l'équilibre de la société est fragile, et particulièrement sensible actuellement. Les plus puissantes contraintes sur les hommes sont véritablement faibles quand on les compare aux formidables contradictions qui déchirent le monde d'aujourd'hui. Otto Rühle avait raison d'indiquer que les activités qui feraient pencher le plateau de la balance sociale en faveur du socia-

lisme ne seraient pas découvertes au moyen de méthodes liées aux activités antérieures et aux organisations traditionnelles. Elles doivent être initiées au sein de rapports sociaux changeants qui sont encore déterminés par la contradiction entre les rapports capitalistes de production et la direction dans laquelle les forces productives de la société sont en mouvement. Découvrir ces rapports, c'est-à-dire reconnaître la révolution qui vient dans les réalités d'aujourd'hui, sera la tâche de ceux qui continuent à avancer dans l'esprit d'Otto Rühle.

1

Il faut placer la Russie au premier rang des nouveaux États totalitaires. Elle a été la première à adopter le nouveau principe d'État. C'est elle qui a poussé le plus loin son application. Elle a été la première à établir une dictature constitutionnelle, avec le système de terreur politique et administrative qui l'accompagne. Adoptant toutes les caractéristiques de l'État totalitaire, elle devint ainsi le modèle pour tous les pays contraints de renoncer au système démocratique pour se tourner vers la dictature. La Russie a servi d'exemple au fascisme.

Il ne s'agit là nullement d'un accident ni d'une mauvaise plaisanterie de l'histoire. La similitude des systèmes, loin de n'être qu'apparente, est ici réelle. Tout montre que nous avons affaire à des expressions et des conséquences de principes identiques appliqués à des niveaux différents de développements historique et politique. Que cela plaise ou non aux partis « communistes », le fait est que l'État, comme la manière de gouverner en Russie, ne diffère en rien de ceux de l'Italie et de l'Allemagne. Ils sont fondamentalement similaires. On peut parler d'un « État soviétique » rouge, noir ou brun, aussi bien que d'un fascisme rouge,

* Otto Rühle a écrit ce texte en 1939, durant son exil au Mexique. Première parution la même année dans la revue conseilliste américaine *Living Marxism*, Vol. 4, N° 8. Il semblerait issu, de même que *Fascisme Brun*, *Fascisme Rouge* édité par Spartacus en 1975, d'un texte plus ancien, intitulé *Weltkrieg — Weltfaschismus — Weltrevolution*.

noir ou brun. Même s'il existe entre ces pays certaines différences idéologiques, l'idéologie ne joue jamais un rôle déterminant. De plus, les idéologies sont changeantes et de tels changements ne revêtent pas forcément le caractère et les fonctions de l'appareil d'État. En outre, le maintien de la propriété privée en Allemagne et en Italie n'est qu'une modification secondaire. L'abolition de la propriété privée à elle seule ne garantit pas le socialisme. La propriété privée peut aussi être abolie dans le cadre du capitalisme. Ce qui détermine en fait une société socialiste c'est, outre l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la gestion par les ouvriers des produits de leur travail et la fin du salariat. Pas plus en Russie qu'en Italie ou en Allemagne ces deux conditions ne sont remplies. Bien que, selon certains, la Russie soit plus proche du socialisme que les autres pays, il ne s'ensuit pas que son « État soviétique » ait aidé le prolétariat international à se rapprocher de ses objectifs de classe. Au contraire, parce que la Russie se présente comme un État socialiste, elle trompe les travailleurs du monde entier. L'ouvrier conscient sait ce qu'est le fascisme, et il le combat ; mais en ce qui concerne la Russie, il est trop souvent enclin à accepter le mythe de sa nature socialiste. Cette illusion retarde la rupture complète et résolue avec le fascisme, parce qu'elle entrave la lutte principale contre les causes, les conditions et les circonstances qui – en Russie comme en Allemagne ou en Italie – ont conduit au même système d'État et de gouvernement. Ainsi le mythe russe se transforme en arme idéologique de la contre-révolution.

Personne ne peut servir deux maîtres. Un État totalitaire non plus. Si le fascisme sert les intérêts du capitalisme et de l'impérialisme, il ne peut pas satisfaire les besoins des travailleurs. Si, en dépit de cela, deux classes opposées en apparence soutiennent le même système d'État, il est évident que quelque chose ne va pas et qu'une des deux classes se trompe. Personne ne peut, en réduisant le problème à une simple question de forme, prétendre qu'il est sans importance et que, quoique les formes politiques soient identiques, leurs contenus puissent varier considérablement. Ceci reviendrait à une auto-mystification. Pour un marxiste, les choses ne se passent pas ainsi, la forme et le contenu sont indissociables. Donc, si l'État soviétique sert de modèle au fascisme, il doit avoir avec lui des caractéristiques structurelles et fonctionnelles communes. Pour déterminer lesquelles, il nous faut revenir à l'analyse du « système soviétique », tel qu'il fut instauré par le léninisme, qui est l'application des principes bolcheviques aux conditions russes. Et si l'on peut établir une identité entre le bolchevisme et le fascisme, alors le prolétariat ne peut pas à la fois combattre le fascisme et soutenir le « système soviétique » russe. Au contraire, le combat contre le fascisme doit commencer par le combat contre le bolchevisme.

2

Dès le début, Lénine concevait le bolchevisme comme un phénomène purement russe. Au cours de ses nombreuses années d'activité politique, il ne tenta jamais de hisser le système bolchevique au niveau des formes de lutte utilisées

dans les autres pays. C'était un social-démocrate, pour qui Bebel et Kautsky restaient les leaders géniaux de la classe ouvrière, et il ignorait l'aile gauche du mouvement socialiste allemand qui s'opposait précisément aux héros de Lénine et à tous les opportunistes. Ignorant cette gauche, il resta donc isolé, entouré par un petit groupe d'émigrés russes, et il demeura sous l'influence de Kautsky alors même que la « gauche » allemande, dirigée par Rosa Luxembourg, était déjà engagée dans la lutte ouverte contre le kautskysme.

La Russie était la seule préoccupation de Lénine. Son objectif était de mettre fin au système féodal tsariste et de conquérir le maximum d'influence politique pour son parti social-démocrate dans le cadre de la société bourgeoise. Cependant, la force de la Révolution de 1917 mena Lénine bien au-delà de ses objectifs initiaux et le parti bolchevique accéda au pouvoir sur toute la Russie. Cependant, ce parti savait qu'il ne pouvait rester au pouvoir et faire avancer le processus de socialisation qu'à la condition d'arriver à déclencher la révolution prolétarienne mondiale. Mais son activité dans ce domaine eut des résultats plutôt malheureux. En contribuant à renvoyer les ouvriers allemands dans les partis, les syndicats, le parlement, et à détruire le mouvement des conseils allemands, les bolcheviks prêtèrent main-forte à l'écrasement de la révolution européenne naissante.

Le parti bolchevique, formé de révolutionnaires professionnels et de larges masses arriérées, restait isolé. Il ne pouvait pas développer un véritable système soviétique pendant les années de guerre civile, d'interventions

étrangères, de déclin économique, d'échecs dans les tentatives de socialisation, et de mise sur pied d'une Armée Rouge improvisée. Quoique les soviets, développés par les mencheviks, soient étrangers au schéma bolchevique, c'est pourtant grâce à eux que les bolcheviks arrivèrent au pouvoir. Une fois la stabilisation du pouvoir assurée et le processus de reconstruction économique entamé, le parti bolchevique ne savait plus comment coordonner le système des soviets, qui n'était pas le sien, avec ses propres activités et ses décisions. Toutefois, réaliser le socialisme était aussi le désir des bolcheviks, et cela nécessitait l'intervention du prolétariat mondial.

Pour Lénine, il était essentiel de gagner les prolétaires du monde aux méthodes bolcheviques. Il était donc très gênant de constater que les ouvriers des autres pays, en dépit du grand triomphe obtenu par le bolchevisme, montraient peu d'inclination pour sa théorie et sa pratique, mais étaient plutôt attirés par le mouvement des conseils, qui apparaissaient alors dans plusieurs pays et particulièrement en Allemagne.

Ce mouvement des conseils ne pouvait plus être d'aucune utilité à Lénine en Russie. Dans les autres pays européens, il manifestait une tendance marquée à s'opposer aux soulèvements de type bolchevique. En dépit de l'énorme propagande entretenue par Moscou dans tous les pays, l'agitation menée par ce qu'on appelle l'ultra-gauche pour une révolution fondée sur le mouvement des conseils éveilla, ainsi que Lénine lui-même l'a souligné, un écho bien plus large que ne le firent tous les propagandistes envoyés

par le parti bolchevique. Le Parti Communiste Allemand, suivant l'exemple du bolchevisme, restait un petit groupe hystérique et bruyant, formé principalement d'éléments prolétariés de la bourgeoisie, alors que le mouvement des conseils attirait à lui les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière. Pour faire face à cette situation, il fallait renforcer la propagande bolchevique, il fallait attaquer l'ultra-gauche et renverser son influence en faveur du bolchevisme.

Puisque le système des soviets avait échoué en Russie, comment la « concurrence » radicale osait-elle essayer de prouver au monde que là où le bolchevisme lui-même avait échoué en Russie, on pouvait réussir ailleurs en se passant de lui ? Pour se défendre, Lénine écrivit son pamphlet *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, dicté par la peur de perdre le pouvoir et par l'indignation devant le succès des hérétiques. Le pamphlet parut tout d'abord avec le sous-titre « Essai d'exposé populaire de la stratégie et de la tactique marxistes », mais ultérieurement cette phrase ambitieuse et idiote fut supprimée. C'en était trop. Cette bulle papale agressive, grossière et odieuse était une véritable aubaine pour tout contre-révolutionnaire. De toutes les déclarations programmatiques du bolchevisme, c'est celle qui révèle le mieux son caractère réel. C'est le bolchevisme mis à nu. Lorsqu'en 1933 Hitler supprima en Allemagne toute littérature communiste et socialiste, la publication et la diffusion du pamphlet de Lénine restèrent autorisées.

En ce qui concerne le contenu du pamphlet, nous ne nous intéressons pas ici à ce qu'il dit sur la Révolution

russe, l'histoire du bolchevisme, la polémique entre le bolchevisme et les autres courants du mouvement ouvrier, ou les circonstances qui ont permis la victoire bolchevique. Notre seul propos sera d'analyser les arguments principaux qui, à l'époque de la controverse entre Lénine et l'ultra-gauche, illustraient les différences décisives entre les deux adversaires.

3

Le parti bolchevique, originellement section social-démocrate russe de la II^e Internationale, se constitua non en Russie, mais dans l'émigration. Après la scission de Londres en 1903, l'aile bolchevique de la social-démocratie russe se réduisait à une secte confidentielle. Les « masses » qui l'appuyaient n'existaient que dans le cerveau de ses chefs. Toutefois, cette petite avant-garde était une organisation strictement disciplinée, toujours prête pour les luttes militantes et soumise à des purges continues pour maintenir son intégrité. Le parti était considéré comme l'académie militaire des révolutionnaires professionnels. Ses principes pédagogiques marquants étaient l'autorité indiscutée du chef, un centralisme rigide, une discipline de fer, le conformisme, le militarisme et le sacrifice de la personnalité aux intérêts du parti. Ce que Lénine développait en réalité, c'était une élite d'intellectuels, un noyau qui, jeté dans la révolution, s'emparerait de la direction et se chargerait du pouvoir. Il est inutile de chercher à déterminer logiquement et abstraitement si une telle préparation à la révolution est juste ou erronée. Le problème doit se résoudre dialecti-

quement. Il faut soulever d'abord d'autres questions : quelle sorte de révolution était en gestation ? quel en était le but ?

Le parti de Lénine travaillait, dans le cadre de la révolution bourgeoise tardive en Russie, au renversement du régime féodal tsariste. Dans ce type de révolution, plus la volonté du parti dirigeant est centralisée et orientée vers un seul but, plus le processus de formation de l'État bourgeois a des chances de succès et plus la position du prolétariat dans le cadre du nouvel État sera prometteuse. Toutefois, ce qu'on peut considérer comme une heureuse solution aux problèmes révolutionnaires dans une révolution bourgeoise ne peut pas passer en même temps pour la solution aux problèmes de la révolution prolétarienne. La différence structurelle fondamentale entre la société bourgeoise et la nouvelle société socialiste exclut une telle ambivalence.

Selon la méthode révolutionnaire de Lénine, les chefs sont le cerveau des masses. Possédant l'éducation révolutionnaire appropriée, ils sont à même d'apprécier les situations et de commander les forces combattantes. Ils sont des révolutionnaires professionnels, les généraux de la grande armée civile. Cette distinction entre le cerveau et le corps, entre les intellectuels et les masses, les officiers et les simples soldats, correspond à la dualité de la société, de classe, à l'ordre social bourgeois. Une classe est dressée à commander, l'autre à obéir. C'est de cette vieille formule de classe que sortit la conception léniniste du Parti. Son organisation n'est qu'une simple réplique de la réalité bourgeoise. Sa révolution est objectivement déterminée par les mêmes forces qui créent l'ordre social bourgeois,

abstraction faite des buts subjectifs qui accompagnent ce processus.

Quiconque cherche à établir un régime bourgeois trouvera dans le principe de la séparation entre le chef et les masses, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, la préparation stratégique à une telle révolution. Plus la direction est intelligente, instruite et supérieure, et les masses disciplinées et obéissantes, plus une telle révolution a de chances de réussir. En cherchant à accomplir la révolution bourgeoise en Russie, le parti de Lénine était donc tout à fait adapté à son objectif. Quand, toutefois, la révolution russe changea de nature, quand ses caractéristiques prolétariennes devinrent évidentes, les méthodes tactiques et stratégiques de Lénine perdirent leur valeur. S'il l'emporta en fin de compte, ce ne fut pas grâce à son avant-garde, mais bien au mouvement des soviets, qu'il n'avait pas du tout inclus dans ses plans révolutionnaires. Et quand Lénine, une fois le triomphe de la révolution assuré par les soviets, décida une fois de plus de s'en passer, tout caractère prolétarien disparut de la révolution russe. Le caractère bourgeois de la révolution occupa à nouveau la scène, trouvant son aboutissement naturel dans le stalinisme. En dépit de son souci de la dialectique marxiste, Lénine était incapable de concevoir dialectiquement l'évolution historique des processus sociaux. Sa pensée restait mécaniste, suivant des schémas rigides. Pour lui, il n'existait qu'un seul parti révolutionnaire – le sien ; qu'une seule révolution – la révolution russe ; qu'une seule méthode – le bolchevisme. Et ce qui avait réussi en Russie devait réussir aussi en Allemagne, en

France, en Amérique, en Chine et en Australie. Ce qui était correct pour la révolution bourgeoise russe, l'était aussi pour la révolution prolétarienne mondiale. L'application monotone d'une formule découverte une fois pour toutes évoluant dans un cercle égocentrique où n'entraient en considération ni l'époque ni les circonstances, ni les niveaux de développement, ni les réalités culturelles, ni les idées ni les hommes. Avec Lénine, c'était l'avènement du machinisme en politique* : il était le « technicien », « l'inventeur » de la révolution, le représentant de la volonté toute-puissante du chef. Toutes les caractéristiques fondamentales du fascisme existaient dans sa doctrine, sa stratégie, sa « planification sociale » et son art de manier les hommes. Il ne pouvait pas saisir la profonde signification révolutionnaire du rejet par la gauche de la politique traditionnelle de parti. Il ne pouvait pas comprendre la véritable importance du mouvement des soviets pour l'orientation socialiste de la société. Il ignorait les conditions requises pour la libération des ouvriers. Autorité, direction, force, exercées d'un côté, organisation, encadrement, subordination de l'autre – telle était sa manière de raisonner. Discipline et dictature sont les mots qui reviennent le plus souvent dans ses écrits. On

* Staline proclamait Lénine « le génial mécanicien de la locomotive de l'histoire ». On trouve de multiples exemples de cette conception mécaniste dans la prose bolchevique, et ce dans tous les domaines. Citons ainsi cet extrait d'un poème publié par un jeune poète bolchevique dans la revue du comité central du Komsomol *La Jeune Garde*, n° 10, 1926, p. 47 : « Ne va pas chez la vierge – son innocence est chargée d'une trop langoureuse tristesse – trop de doutes assoupis gonflent sa poitrine : tu trouveras chez la prostituée la précision et l'éclat d'une machine... C'est la voix des siècles futurs – le chant triomphal de l'industrie – annonçant la chute des chaînes de l'amour – brisées par le puissant génie de la technique... »

comprend donc aisément pourquoi il ne pouvait ni accepter ni apprécier les idées et les actions de l'ultra-gauche, qui refusait sa stratégie et réclamait ce qui, de toute évidence, était indispensable à la lutte révolutionnaire pour le socialisme, à savoir que les ouvriers prennent une fois pour toutes leur sort en main.

4

La prise en mains par les ouvriers de leur propre libération – problème central du socialisme – tel était l'objet fondamental de toutes les polémiques entre l'ultra-gauche et les bolcheviks. Le désaccord sur la question du parti trouvait son parallèle dans le désaccord sur les syndicats. L'ultra-gauche estimait qu'il n'y avait désormais plus de place pour les révolutionnaires au sein des syndicats et qu'il était au contraire nécessaire pour eux de construire leurs propres structures organisationnelles à l'intérieur des usines, des lieux de travail communs. Pourtant, grâce à leur autorité usurpée, les bolcheviks avaient réussi dès les premières semaines de la révolution allemande à convaincre les ouvriers de retourner dans les syndicats capitalistes réactionnaires. Pour attaquer l'ultra-gauche, pour la dénoncer comme contre-révolutionnaire, Lénine utilise une fois de plus dans son pamphlet ses formules mécanistes. Son argumentation contre la position de la gauche ne se réfère pas aux syndicats allemands, mais aux expériences syndicales des bolcheviks en Russie. Il est généralement admis qu'à leurs débuts les syndicats jouèrent un rôle important dans la lutte de classe prolé-

tarienne. Les syndicats en Russie étaient tout jeunes et ils justifiaient l'enthousiasme de Lénine. Toutefois, la situation était différente dans les autres pays. D'utiles et progressistes qu'ils étaient à leurs débuts, les syndicats s'étaient transformés dans les vieux pays capitalistes en obstacles à la libération des ouvriers. Ils étaient devenus des instruments de la contre-révolution, et la gauche allemande avait tiré les conclusions de cette évolution.

Lénine lui-même se vit obligé de constater qu'avec le temps s'était constituée une couche « d'aristocratie ouvrière exclusivement corporatiste, arrogante, suppôt de l'impérialisme, petite-bourgeoise, corrompue et dégénérée » C'est cette guilde de la corruption, cette direction de gangsters qui est aujourd'hui à la tête du mouvement syndicaliste dans le monde et vit sur le dos des travailleurs. C'était à ce mouvement syndical que se référait l'ultra-gauche lorsqu'elle demandait aux ouvriers de le désert. Lénine, cependant, avançait démagogiquement l'exemple du jeune mouvement syndical russe qui, lui, ne partageait pas les caractéristiques des vieux syndicats des autres pays. À partir d'une expérience spécifique, correspondant à une période donnée et à des circonstances particulières, il estimait possible de tirer des conclusions applicables à l'échelle mondiale. D'après son argumentation, le révolutionnaire doit toujours être là où se trouvent les masses. Mais où sont-elles réellement ? Dans les bureaux du syndicat ? Aux réunions d'adhérents ? Aux rencontres secrètes entre dirigeants syndicaux et représentants du Capital ? Non, les masses sont dans les usines, sur leurs lieux de travail, et

c'est là qu'il est nécessaire de rendre efficace leur coopération et de renforcer leur solidarité. L'organisation d'usine, le système des conseils, telle est l'organisation authentique de la révolution, qui doit remplacer tous les partis et tous les syndicats.

Dans les organisations d'usine, il n'y a pas de place pour les professionnels de la direction ; il n'y a plus de séparation entre chefs et subordonnés, de distinction entre intellectuels et simples militants. C'est un cadre qui décourage les manifestations d'égoïsme, l'esprit de rivalité, la corruption et le philistinisme. Là, les ouvriers doivent prendre en main leurs propres affaires.

Mais pour Lénine, il en allait autrement. Il voulait maintenir les syndicats ; les transformer de l'intérieur, remplacer les permanents sociaux-démocrates par des permanents bolcheviques, substituer une bonne à une mauvaise bureaucratie. La mauvaise s'épanouit dans la social-démocratie, la bonne dans le bolchevisme. Entre-temps, vingt ans d'expérience ont démontré l'inanité d'une telle conception. Suivant les conseils de Lénine, les communistes ont essayé toutes les méthodes possibles pour réformer les syndicats. Le résultat fut nul. Nulle également leur tentative pour constituer leurs propres syndicats. La concurrence syndicale entre sociaux-démocrates et bolcheviks était une concurrence dans la corruption. Dans ce processus même, les énergies révolutionnaires des ouvriers se sont consumées. Au lieu de concentrer leurs forces pour lutter contre le fascisme, les ouvriers ont fait les frais d'une expérience absurde et vaine au profit de diverses bureau-

craties. Les masses ont perdu confiance en elles-mêmes et en « leurs » organisations. Elles se sont senties trompées. Les méthodes propres au fascisme : dicter chaque pas aux ouvriers, empêcher l'éveil de l'initiative, saboter tout embryon de conscience de classe, démoraliser les masses par des défaites répétées, et les rendre impuissantes, toutes ces méthodes avaient déjà été éprouvées au cours des vingt années de travail accomplies dans les syndicats selon les principes bolcheviques. La victoire du fascisme fut d'autant plus facile que les dirigeants ouvriers dans les syndicats et les partis avaient déjà modelé pour lui le matériau humain capable de se couler dans son moule.

5

Sur la question du parlementarisme également, Lénine apparaît comme le défenseur d'une illusion politique dépassée, devenue un obstacle à l'évolution politique et un danger pour l'émancipation prolétarienne. L'ultra-gauche combattait le parlementarisme sous toutes ses formes. Il refusait de participer aux élections et ne respectait pas les décisions parlementaires. Lénine, toutefois, consacrait beaucoup d'énergie aux activités parlementaires et y accordait une grande importance. L'ultra-gauche déclarait le parlementarisme historiquement dépassé, même comme simple tribune d'agitation, et n'y voyait qu'une perpétuelle source de corruption tant pour les parlementaires que pour les ouvriers. Le parlementarisme endormait la conscience révolutionnaire et la détermination des masses, en entretenant l'illusion de réformes légales. Dans les moments

critiques, le parlement se transformait en arme de la contre-révolution. Il fallait le détruire ou bien, au pire, le saboter. Il fallait combattre la tradition parlementaire dans la mesure où elle jouait encore un rôle dans la prise de conscience prolétarienne. Pour prouver le contraire, Lénine créa une astucieuse distinction entre institutions dépassées historiquement et institutions dépassées politiquement. Assurément, arguait-il, le parlementarisme est dépassé historiquement, mais non pas politiquement, et c'est un fait avec lequel il faut compter. Il faut participer au parlement parce qu'il joue encore un rôle politique. Quel argument ! Le capitalisme, lui aussi, n'est dépassé qu'historiquement. Selon la logique de Lénine, il n'est donc pas possible de le combattre d'une manière révolutionnaire. Il conviendrait plutôt de trouver un compromis. L'opportunisme, le marchandage, le maquignonnage politique, telles seraient les conséquences de la tactique de Lénine. La monarchie, elle aussi, joue encore un rôle politique. D'après Lénine, les ouvriers n'auraient donc pas le droit de la supprimer mais devraient élaborer une solution de compromis. Il en irait de même pour l'Église à laquelle, de plus, appartiennent de larges couches du peuple. Un révolutionnaire, insistait Lénine, doit être là où sont les masses. La cohérence l'obligerait donc à dire : « Entrez dans l'Église, c'est votre devoir révolutionnaire. » Et enfin, il y a le fascisme. Un jour viendra où le fascisme lui aussi, sera un anachronisme historique mais non politique. Que faire alors ? Accepter l'évidence et conclure un compromis avec le fascisme. Suivant le raisonnement de Lénine, un pacte

entre Staline et Hitler prouverait seulement que Staline est en réalité le meilleur disciple de Lénine. Et il ne serait pas du tout surprenant que, dans un futur proche, les agents bolcheviques glorifient le pacte entre Moscou et Berlin comme la seule tactique révolutionnaire.

La position de Lénine sur la question du parlementarisme n'est qu'une preuve supplémentaire de son incapacité à comprendre les nécessités et les caractéristiques fondamentales de la révolution prolétarienne. Sa révolution est entièrement bourgeoise ; c'est une lutte pour conquérir la majorité, pour s'assurer les positions gouvernementales et mettre la main sur l'appareil législatif. Il estimait réellement important de gagner autant de votes que possible lors des campagnes électorales, d'avoir une puissante fraction bolchevique dans les parlements, de contribuer à déterminer la forme et le contenu de la législation, de participer à la direction politique. Il ne remarquait pas du tout que de nos jours le parlementarisme n'est qu'un simple bluff, un trompe-l'œil, et que le véritable pouvoir de la société bourgeoise se situe dans des sphères tout à fait différentes ; que, malgré toutes les défaites parlementaires possibles, la bourgeoisie détiendrait encore des moyens suffisants pour imposer sa volonté et ses intérêts dans les secteurs non parlementaires. Lénine ne voyait pas les effets démoralisants du parlementarisme sur les masses, il ne remarquait pas l'effet débilitant de la corruption parlementaire sur la morale publique. Les politiciens parlementaires corrompus craignaient pour leur revenu. Il y eut une époque, dans l'Allemagne préfasciste, où les réactionnaires

pouvaient faire passer au parlement n'importe quelle loi en menaçant simplement de provoquer sa dissolution.

Quoi de plus terrible pour les parlementaires qu'une telle menace qui impliquait la fin de leurs revenus faciles ! Pour éviter cela, ils étaient prêts à tout. Et en va-t-il autrement aujourd'hui en Allemagne, en Russie, en Italie ? Les pantins parlementaires n'ont aucune opinion, aucune volonté, ils ne sont rien de plus que les serviteurs de leurs maîtres fascistes.

Il n'y a aucun doute que le parlementarisme est entièrement dégénéré et corrompu. Mais pourquoi le prolétariat n'a-t-il pas mis un terme à la détérioration d'un instrument politique qu'il avait autrefois utilisé à ses fins ? Supprimer le parlementarisme par un acte d'héroïsme révolutionnaire aurait été beaucoup plus utile et instructif pour la prise de conscience prolétarienne que ne l'est la misérable comédie à laquelle a abouti le parlementarisme dans la société fasciste. Mais une telle attitude était foncièrement étrangère à Lénine comme elle l'est aujourd'hui à Staline. Le souci de Lénine n'était pas de libérer les ouvriers de leur esclavage mental et physique. Il n'était pas préoccupé par la fausse conscience des masses ni par leur auto-aliénation en tant qu'êtres humains. Le problème, pour lui, se ramenait à un problème de pouvoir. Comme un bourgeois, il pensait en termes de gains et de pertes, de plus et de moins, de crédit et de débit ; et toutes ses évaluations d'homme d'affaires ne concernent que des phénomènes externes : nombre d'adhérents, nombre de votes, sièges au parlement, postes de direction. Son matérialisme est un matérialisme bour-

geois, raisonnant sur des mécanismes et non sur des êtres humains. Lénine n'est pas capable de penser réellement en termes socio-historiques. Pour lui, le parlement est le parlement : un concept abstrait dans le vide, revêtant la même signification dans tous les pays, à toutes les époques. Certes, il reconnaît que le parlementarisme traverse diverses phases évolutives, et il le signale dans son argumentation, mais il n'applique cette constatation ni dans sa théorie ni dans sa pratique. Dans ses polémiques en faveur du parlement, il brandit l'exemple des premiers parlements de la période ascendante du capitalisme, pour ne pas rester à court d'arguments. Et s'il attaque les parlements dégénérés, c'est du point de vue des parlements de création récente, pourtant dépassés depuis longtemps. En bref, il décide que la politique est l'art du possible, alors que pour les ouvriers la politique est l'art de la révolution.

6

Il reste à analyser la position de Lénine sur la question des compromis. Pendant la Guerre mondiale, la social-démocratie allemande se vendit à la bourgeoisie. Cependant, bien malgré elle, elle hérita de la révolution allemande. Cela fut possible dans une large mesure grâce à la Russie, qui eut sa part de responsabilités dans l'élimination du mouvement allemand des conseils. Le pouvoir qui était tombé dans les bras de la social-démocratie fut gaspillé en pure perte. La social-démocratie se contenta de renouer avec sa vieille politique de collaboration de classes, satisfaite de partager le pouvoir avec la bourgeoisie sur le

dos des travailleurs pendant la période de reconstruction du capitalisme. Les ouvriers radicaux allemands opposèrent à cette trahison le slogan : « Pas de compromis avec la contre-révolution. » Il s'agissait là d'un cas concret, d'une situation spécifique, qui appelait une décision tranchée. Lénine, incapable de reconnaître les enjeux véritables, fit de cette question concrète un problème abstrait. Avec des airs de général et l'infaillibilité d'un cardinal, il tenta de convaincre l'ultra-gauche que les compromis avec les adversaires politiques sont, en toutes circonstances, un devoir révolutionnaire. En lisant aujourd'hui les passages du pamphlet de Lénine qui traitent des compromis, on ne peut s'empêcher de rapprocher les remarques faites par Lénine en 1920 et l'actuelle politique de compromis menée par Staline. Il n'y a pas un des défauts mortels de la théorie bolchevique qui ne soit devenu une réalité sous Staline.

D'après Lénine, l'ultra-gauche aurait dû être prête à signer le Traité de Versailles. Pourtant, le parti communiste, toujours en accord avec Lénine, conclut un compromis avec les hitlériens et protesta avec eux contre ce même traité. Le « national-bolchevisme », prôné en 1919 en Allemagne par l'oppositionnel de gauche Laufenberg, fut critiqué par Lénine comme une « absurdité criante »*. Mais Radek et le parti communiste, suivant toujours les principes de

* H. LAUFENBERG (1872 - 1932). Un des organisateurs de l'opposition d'ultra-gauche à Hambourg. Laufenberg et Wolffheim avaient prôné dès octobre 1918 « la thèse de la nécessaire transformation de la révolution en guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes de l'Entente, en alliance avec la Russie soviétique ». Cf. Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, éd. de Minuit, 1971, p. 317.

Lénine, conclurent un compromis avec le nationalisme allemand, protestèrent contre l'occupation du bassin de la Ruhr et célébrèrent le héros national Schlageter*. La SDN était, pour reprendre les termes de Lénine, «une bande de voleurs capitalistes et de bandits» que les ouvriers devaient combattre avec la dernière énergie. Pourtant, Staline, suivant la tactique de Lénine, élaborait un compromis avec ces mêmes bandits et l'URSS entra à la SDN. Le concept de «peuples» est pour Lénine une concession criminelle faite à l'idéologie contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie. Cela n'empêcha pas les léninistes Staline et Dimitrov de réaliser un compromis avec la petite bourgeoisie pour lancer le mouvement loufoque des «Fronts populaires». Aux yeux de Lénine, l'impérialisme était le plus grand ennemi du prolétariat mondial et, contre lui, il fallait mobiliser toutes les forces. Mais Staline, en parfait léniniste, une fois de plus, est très occupé à mijoter une alliance avec l'impérialisme hitlérien. Est-il besoin d'exemples supplémentaires? L'expérience historique nous apprend que tous les compromis conclus entre la révolution et la contre-révolution ne

* Le nationaliste Schlageter avait été fusillé par les troupes françaises lors de l'occupation de la Ruhr. Il donna son nom à la campagne menée par le KPD pour attirer les éléments nationalistes petits-bourgeois influencés par la propagande fasciste. C'est dans cette optique que Radek prononça un discours fameux, dans lequel il déclarait notamment : «La cause du peuple devenue la cause de la nation, celle-ci à son tour devient la cause du peuple.», in Ossip Flechtheim, *Le parti communiste allemand sous la république de Weimar*, Paris, Maspero, 1972. p 118.

Encore plus révélateur du niveau auquel se maintenaient les stratégies du KPD à l'époque, le discours tenu par Ruth Fischer devant des étudiants nationalistes et dans lequel elle disait : «Quiconque lutte contre le capital juif [...] est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas. [...] Abattez les capitalistes juifs, pendez-les aux becs de gaz, écrasez-les!», Idem. p. 119.

peuvent profiter qu'à cette dernière. Toute politique de compromis est une politique de banqueroute pour le mouvement révolutionnaire. Ce qui avait débuté comme un simple compromis avec la social-démocratie allemande, a abouti à Hitler. Ce que Lénine justifiait comme un compromis nécessaire a abouti à Staline. En diagnostiquant comme *maladie infantile du communisme* le refus révolutionnaire des compromis, Lénine souffrait de la maladie sénile de l'opportunisme, du pseudo-communisme.

7

Analysée d'un point de vue critique, la description du bolchevisme tracée dans le pamphlet de Lénine présente les principales caractéristiques suivantes :

1. Le bolchevisme est une doctrine nationaliste. Conçue à l'origine essentiellement pour résoudre un problème national, elle se vit plus tard élevée au rang d'une théorie et d'une pratique de portée internationale, et d'une doctrine générale. Son caractère nationaliste est aussi mis en évidence par son soutien aux luttes d'indépendance nationale menées par les peuples assujettis.
2. Le bolchevisme est un système autoritaire. Le sommet de la pyramide sociale est le centre de décision déterminant. L'autorité est incarnée dans la personne toute-puissante. Dans le mythe du leader, l'idéal bourgeois de la personnalité trouve sa plus parfaite expression.
3. Organisationnellement, le bolchevisme est hautement centralisé. Le comité central détient la responsabilité de

toute initiative, instruction ou ordre. Les dirigeants de l'organisation jouent le rôle de la bourgeoisie ; l'unique rôle des ouvriers est d'obéir aux ordres.

4. Le bolchevisme est une conception activiste du pouvoir. Concerné exclusivement par la conquête du pouvoir politique, il ne se différencie pas des formes bourgeoises traditionnelles de domination. Au sein même de l'organisation, les membres ne jouissent pas de l'autodétermination. L'armée sert de modèle d'organisation au parti.
5. Le bolchevisme est une dictature. Utilisant la force brutale et des méthodes terroristes, il oriente toutes ses fonctions vers l'élimination des institutions et des courants d'opinion non bolcheviques. Sa « dictature du prolétariat » est la dictature d'une bureaucratie ou d'une seule personne.
6. Le bolchevisme est une méthode mécaniste. L'ordre social qu'il vise est fondé sur la coordination automatique, la conformité obtenue par la technique et le totalitarisme le plus efficace. L'économie centralement « planifiée » réduit sciemment les questions socio-économiques à des problèmes technico-organisationnels.
7. La structure sociale du bolchevisme est de nature bourgeoise. Il n'abolit nullement le système du salariat et il refuse l'appropriation par le prolétariat des produits de son travail. Ce faisant, il reste fondamentalement dans le cadre des relations de classes bourgeoises, et perpétue le capitalisme.
8. Le bolchevisme n'est un élément révolutionnaire que dans le cadre de la révolution bourgeoise. Incapable

de réaliser le système des soviets, il est par là même incapable de transformer radicalement la structure de la société bourgeoise et de son économie. Ce n'est pas le socialisme qu'il instaure, mais le capitalisme d'État.

9. Le bolchevisme n'est pas une étape de transition qui déboucherait ultérieurement sur la société socialiste. Sans le système des soviets, sans la révolution radicale et totale des hommes et des choses, il ne peut remplir l'exigence socialiste primordiale, qui est de mettre fin à l'aliénation humaine engendrée par le capitalisme. Il représente la dernière étape de la société bourgeoise, et non le premier pas vers une nouvelle société.

Ces neuf points fondent une opposition irréconciliable entre le bolchevisme et le socialisme. Ils illustrent avec toute la clarté nécessaire le caractère bourgeois du mouvement bolchevique et sa proche parenté avec le fascisme. Nationalisme, autoritarisme, centralisme, direction du chef, politique de pouvoir, règne de la terreur, dynamiques mécanistes, incapacité à socialiser – tous ces traits fondamentaux du fascisme existaient et existent dans le bolchevisme. Le fascisme n'est qu'une simple copie du bolchevisme. Pour cette raison, la lutte contre le fascisme doit commencer par la lutte contre le bolchevisme.

1

Le parlementarisme apparut avec la domination de la bourgeoisie. Avec les parlements apparurent les partis politiques. L'époque bourgeoise trouva dans les parlements l'arène historique de ses premiers démêlés avec la couronne et la noblesse. Elle s'organisa politiquement et donna à la législation une forme correspondant aux besoins du capitalisme. Mais le capitalisme n'est pas quelque chose d'homogène. Les diverses couches et les divers groupes d'intérêts à l'intérieur de la bourgeoisie firent valoir chacun des revendications de nature différente. C'est pour faire aboutir ces revendications que naquirent les partis qui envoyaient leurs représentants et leurs acteurs aux parlements. Aussi le parlement se transforma-t-il en un forum, lieu de toutes les luttes pour le pouvoir économique et politique, pour le pouvoir législatif d'abord, mais ensuite également, dans le cadre du système parlementaire, pour le pouvoir gouvernemental. Mais les luttes parlementaires, comme les luttes entre les partis, ne sont que des combats de mots. Programmes, polémiques journalistiques, tracts, rapports pour les réunions, résolutions, discours parlementaires, décisions – rien que des mots. Le parlement dégénéra

* *Die Revolution ist keine Parteisache!* a été écrit dans les jours suivant la fondation du KAPD, en mai 1920. Il est paru pour la première fois dans la revue *Die Aktion* (Berlin-Willmersdorf).

en salon de bavardages (de plus en plus, au fur et à mesure que le temps passait), mais dès le premier jour les partis n'étaient que de simples machines à préparer les élections. Ce n'est pas par hasard s'ils s'appelaient à l'origine « unions électorales ».

Bourgeoisie, parlementarisme, partis politiques se conditionnent mutuellement, réciproquement. L'un est nécessaire à l'autre. Aucun n'est concevable sans l'autre. Ils marquent la physionomie politique du système bourgeois, de l'époque capitaliste-bourgeoise.

2

La révolution de 1848 fut arrêtée dès le départ. Mais l'idéal de l'ère bourgeoise, la république démocratique, fut érigé. La bourgeoisie, impuissante et lâche par nature, ne fournit aucune force, ne montra aucune volonté de réaliser cet idéal dans la lutte. Elle baissa pavillon devant la couronne et la noblesse, se contenta du droit d'exploiter économiquement les masses et réduisit le parlementarisme à une parodie. Il en résulta alors pour la classe ouvrière le devoir d'envoyer des représentants au parlement. Ceux-ci reprirent les revendications démocratiques des mains perfides de la bourgeoisie. Ils en firent une propagande énergique. Ils tentèrent de les inscrire dans la législation. La social-démocratie se donna dans ce but un programme démocratique minimum. Un programme de revendications actuelles et pratiques, adaptées à l'époque bourgeoise. Son action au parlement était dominée par ce programme. Dominée par le souci d'obtenir pour la classe ouvrière elle

aussi, et pour son activité politique, les avantages d'un champ de manœuvre légal, en construisant et en parachevant la démocratie formelle bourgeoise libérale. Lorsque Wilhelm Liebknecht proposa l'absentéisme*, il s'agissait d'une méconnaissance de la situation historique. Si la social-démocratie voulait être efficace comme parti politique, elle devait entrer au parlement. Il n'y avait aucune autre possibilité d'agir et de se faire valoir politiquement. Lorsque les syndicalistes se détournèrent du parlementarisme et prêchèrent l'antiparlementarisme, cela faisait honneur à leur appréciation de la vanité et de la corruption croissante de la pratique parlementaire. Mais, en pratique, ils exigeaient de la social-démocratie quelque chose d'impossible. Ils exigeaient que l'on prenne une décision allant à l'encontre de la nécessité historique, que la social-démocratie renonce à elle-même. Celle-ci ne pouvait pas adopter ce point de vue. Elle devait aller au parlement car elle était un parti politique.

3

Le KPD lui aussi est devenu un parti politique. Un parti dans le sens historique, comme les partis bourgeois, comme l'SPD et l'USPD. Les chefs ont la parole en premier. Ils parlent, promettent, séduisent, commandent. Les masses, quand elles sont là, se trouvent devant le fait accompli. Elles ont à se mettre en rang, à marcher au pas. Elles ont à

* Wilhelm Liebknecht, le père de Karl Liebknecht, avait été l'un des fondateurs du parti socialiste allemand. Il avait défendu l'abstentionnisme aux élections (avant 1875) contre l'avis de Marx et Engels.

croire, à se taire, à payer. Elles ont à recevoir des ordres et des instructions et à les exécuter. Et elles ont à voter ! Leurs chefs veulent entrer au parlement. Ils sont donc à élire. Après quoi, les masses s'en tenant à une soumission muette et à une passivité dévote, ce sont les chefs qui font de la haute politique au parlement. Le KPD lui aussi est devenu un parti politique. Le KPD lui aussi veut aller au parlement. La centrale du KPD ment lorsqu'elle dit aux masses qu'elle ne veut entrer au parlement que pour le détruire. Elle ment lorsqu'elle certifie qu'elle ne veut accomplir au parlement aucun travail positif*. Elle ne détruira pas le parlement, elle ne le veut pas, elle ne le peut pas. Elle fera un « travail positif » au parlement, elle y est contrainte, et elle le veut. Elle en vit ! Le KPD est devenu un parti parlementaire comme les autres partis. Un parti du compromis, de l'opportunisme, de la critique et de la joute oratoire. Un parti qui a cessé d'être révolutionnaire.

4

Regardez-le !

Il revient au parlement. Il reconnaît les syndicats. Il s'incline devant la constitution démocratique**. Il fait la paix avec le pouvoir régnant. Il se place sur le terrain des

* Cf. la politique d'« opposition loyale » après le putsch de Kapp. Cf. la politique du KPD au parlement, poussant le gouvernement à la reprise des relations diplomatiques et à l'alliance avec la Russie. Cf. la tactique des « gouvernements ouvriers », appliqué en Saxe et en Thuringe en 1923 (gouvernement de coalition s'appuyant sur une majorité de parlementaires composée par les partis ouvriers).

** La constitution de « Weimar », adoptée en juillet 1919.

rapports de force réels. Il prend part à l'œuvre de restauration nationale et capitaliste.

Qu'est ce qui le différencie de l'USPD ?

Il critique au lieu de nier.

Il fait de l'opposition au lieu de faire la révolution.

Il marchandise au lieu d'agir* .

Il bavarde au lieu de lutter.

C'est pourquoi il cesse d'être une organisation révolutionnaire. Il devient un parti social-démocrate. Il ne se distingue des Scheidemann et des Däumig que par des nuances.

C'est l'avatar de l'USPD.

Il deviendra bientôt un parti de gouvernement, avec celui de Scheidemann et celui de Däumig. Et ce sera sa fin !

5

Il reste une consolation aux masses : il y a toujours une opposition !

Cette opposition ne prend pas sa place au départ pour le camp de la contre-révolution.

Que pouvait-elle faire ? Qu'a-t-elle fait ?

Elle s'est rassemblée et s'est unie en une organisation politique.

Cela était-il nécessaire ?

Les éléments les plus mûrs politiquement, les plus décidés et les plus actifs d'un point de vue révolutionnaire, ont le devoir de former la phalange de la révolution. Ils ne

* Jeu de mot : « Sie verhandelt, anstatt zu handeln ».

pouvaient accomplir ce devoir que sous forme de phalange, c'est-à-dire de formation fermée. Ils sont l'élite du prolétariat révolutionnaire. Par le caractère fermé de leur organisation, ils gagnent en force et acquièrent une profondeur de jugement toujours plus grande. Ils se manifestent en tant qu'avant-garde du prolétariat, comme volonté d'action vis-à-vis des individus hésitants et confus. Au moment décisif ils forment le centre magnétique de toute activité. Ils sont une organisation politique.

Mais pas un parti politique.

Pas un parti au sens traditionnel.

Le sigle de Parti Communiste Ouvrier (KAPD) est le dernier vestige extérieur – bientôt superflu ! – d'une tradition qu'un simple coup d'éponge ne suffit malheureusement pas à effacer, d'une idéologie politique de masse, hier encore vivante, mais aujourd'hui dépassée. Mais ce vestige lui aussi sera effacé. L'organisation des premières lignes communistes de la révolution ne doit pas être un parti habituel, sous peine de mort, sous peine de reproduire le rôle qu'endosse le KPD.

L'époque des fondations de partis est passée, parce qu'est passée l'époque des partis politiques en général.

Le KPD est le dernier parti. Sa banqueroute est la plus honteuse, sa fin est la plus dépourvue de dignité et de gloire...

Mais qu'advient-il de l'opposition ? Qu'advient-il de la révolution ?

6

La révolution n'est pas une affaire de parti. Les trois partis sociaux-démocrates* ont la folie de considérer la révolution comme leur propre affaire de parti et de proclamer la victoire de la révolution comme leur but de parti.

La révolution est l'affaire politique et économique de la totalité de la classe prolétarienne.

Seul le prolétariat en tant que classe peut mener la révolution à la victoire.

Tout le reste est superstition, démagogie, charlatanerie politique.

Ce dont il s'agit, c'est de concevoir le prolétariat comme classe et de déclencher son activité pour la lutte révolutionnaire. Sur la base la plus large, dans le cadre le plus vaste.

C'est pourquoi tous les prolétaires prêts au combat révolutionnaire, sans se soucier de la provenance ni de la base sur laquelle ils se recrutent, doivent être rassemblés dans les ateliers et les entreprises en organisations révolutionnaires d'entreprises, et être réunis dans le cadre de l'Union Générale des Travailleurs.

L'Union Générale des Travailleurs, ce n'est pas « n'importe qui », ce n'est pas une salade, ni une formation fortuite. C'est le regroupement de tous les éléments prolétariens prêts à une activité révolutionnaire, qui se déclarent pour la lutte de classe, pour le système des conseils et pour la dictature.

C'est l'armée révolutionnaire du prolétariat.

* Le SPD, l'USPD et le KPD

Cette Union Générale des Travailleurs prend racine dans les entreprises, et s'édifie d'après les branches d'industries, de bas en haut, fédérativement à la base et organisée au sommet par le système des hommes de confiance révolutionnaires. Elle pousse du bas vers le haut, à partir des masses ouvrières. Elle s'élève en conformité avec elles : c'est la chair et le sang du prolétariat ; la force qui la pousse, c'est l'action des masses ; son âme, c'est le souffle brûlant de la révolution.

Elle n'est pas une création de chefs. Ce n'est pas une construction subtilement agencée. Pas un parti politique avec bavardage parlementaire et bonzes payés. Pas non plus un syndicat. C'est le prolétariat révolutionnaire.

7

Que va donc faire le KAPD ?

Il créera des organisations révolutionnaires d'entreprise.

Il propagera l'Union Générale des Travailleurs.

Construisant d'entreprises à entreprises, de branches industrielles à branches industrielles, il formera les cadres des masses révolutionnaires. Il les formera pour l'assaut, il les raffermira et leur donnera des forces pour le combat décisif, jusqu'à ce que toute résistance de la part du capitalisme en train de s'écrouler puisse être vaincue. Il insufflera aux masses combattantes la confiance en leur propre force, garantie de toute victoire dans la mesure où cette confiance les libérera des chefs ambitieux et traîtres.

Et à partir de l'Union Générale des Travailleurs, commençant dans les entreprises, s'étendant sur les régions éco-

nomiques, et finalement sur tout le pays, se cristallisera le mouvement communiste. Le nouveau « parti » communiste, qui n'est plus un parti.

Mais qui est – pour la première fois – communiste ! Cœur et tête de la révolution !

8

Représentons-nous le processus de manière concrète. Il y a 200 hommes dans une entreprise. Une partie d'entre eux appartient à l'AAU et fait de la propagande pour elle, tout d'abord sans succès. Mais le premier combat, dans lequel les syndicats, naturellement, flanchent, rompt les anciens liens. Bientôt 100 hommes sont passés à l'Union. Il y a parmi eux 20 communistes, le reste étant composé de gens de l'USPD, de syndicalistes et d'inorganisés. Au début l'USPD inspire la plus grande confiance. Sa politique domine la tactique des combats qui sont menés dans l'entreprise. Cependant lentement, mais sûrement, la politique de l'USPD s'avère fautive, non-révolutionnaire. La confiance que les travailleurs ont pour l'USPD s'atténue. La politique des communistes s'affirme. Les 20 communistes deviennent 50, puis 100 et plus, bientôt le groupe communiste domine politiquement la totalité de l'entreprise, détermine la tactique de l'Union, domine dans les combats pour le but révolutionnaire. Il en est ainsi en petit comme en grand. La politique communiste s'implante d'entreprise à entreprise, de région économique à région économique. Elle se réalise, gagne le commandement, devient le corps, la tête et l'idée directrice.

C'est à partir des cellules des groupes communistes dans les entreprises, à partir des secteurs de masse communistes dans les régions économiques que se constitue – dans l'édition du système des conseils – le nouveau mouvement communiste.

Donc : une «révolutionnarisation» des syndicats, une «restructuration»? Et combien de temps durera ce processus? Des années? Des dizaines d'années? Jusqu'à 1926 par hasard?*

En aucun cas.

Le but ne saurait être de démolir, d'anéantir le colosse d'argile des centrales syndicales avec leurs 7 millions de membres, pour les reconstruire après sous une autre forme.

Le but c'est de s'emparer des leviers de commande dans les entreprises prépondérantes pour l'industrie, pour le processus social de production, et, de cette manière, emporter la décision dans le combat révolutionnaire. De s'emparer du levier qui peut mettre en l'air le capitalisme dans des branches et des régions industrielles entières.

C'est là que la disponibilité résolue à l'action d'une organisation unique peut, le cas échéant, l'emporter en efficacité sur toute une grève générale.

C'est là que le David de l'entreprise abat le Goliath de la bureaucratie syndicale.

* 1926 : date calculée par Lévi pour la prochaine crise économique mondiale ; ce n'est qu'à ce moment-là qu'il faudrait adopter une tactique révolutionnaire.

9

Le KPD a cessé d'être l'incarnation du mouvement communiste en Allemagne.

Il a beau se réclamer bruyamment de Marx, de Lénine, de Radek ! Il ne forme que le dernier membre du front unique de la contre-révolution.

Bientôt il se présentera en bonne entente avec la SPD et l'USPD, dans le cadre d'un front unique pour un gouvernement ouvrier « purement socialiste ».

Son assurance d'une « opposition loyale » envers les partis meurtriers qui ont trahi les ouvriers en est une étape.

Renoncer à exterminer de façon révolutionnaire les Ebert et les Kautsky*, s'allier tacitement avec eux.

Ebert-Kautsky-Lévi.

Le dernier stade du capitalisme sur sa fin.

Le dernier « secours politique » de la bourgeoisie allemande.

La fin.

La fin des partis eux aussi, de la politique de parti, de la supercherie des partis, de la trahison des partis.

C'est le nouveau début du mouvement communiste.

Le Parti Communiste Ouvrier.

Les organisations d'entreprise révolutionnaires, regroupées dans l'Union Générale des Travailleurs.

Les conseils révolutionnaires.

Le congrès des conseils révolutionnaires.

Le gouvernement des conseils révolutionnaires.

La dictature communiste des conseils.

* cf. Die Rote Fahne du 21 mars 1920

TABLE DES MATIÈRES

Biographie par Paul Mattick	3
La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme	57
La révolution n'est pas une affaire de parti	81

DU MÊME AUTEUR

Karl Marx, vie et oeuvres, Entremonde, 2010.

Fascisme brun, fascisme rouge, Spartacus, 1975.

La Crise mondiale ou vers le capitalisme d'État, Gallimard, 1932.

DANS LA MÊME COLLECTION

Karl Marx

Salaires, prix et profits

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

(EXTRAITS)

Jean Wintsch, Charles Heimberg

L'École Ferrer de Lausanne

Voline

La Révolution Inconnue

Nanni Balestrini

Nous voulons tout

Alfredo M. Bonanno

La joie armée

Yann Collonges, Pierre Georges Randal

Les autoreductions

Réalisé par les éditions Entremonde

Genève (Suisse), 2010

ISBN 978-2-940426-06-5 / ISSN 1662-8349

IMPRIMÉ EN SUISSE